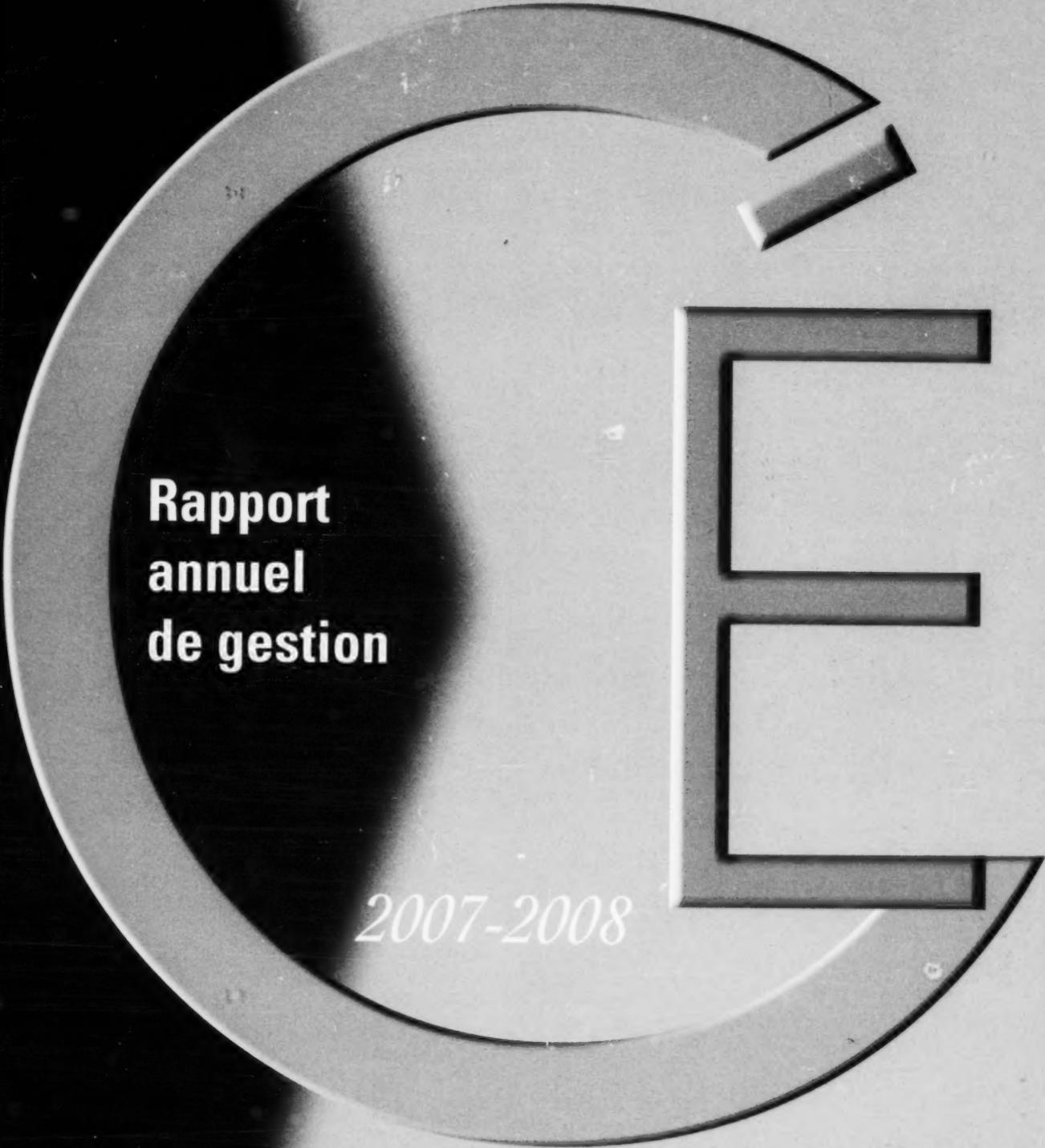


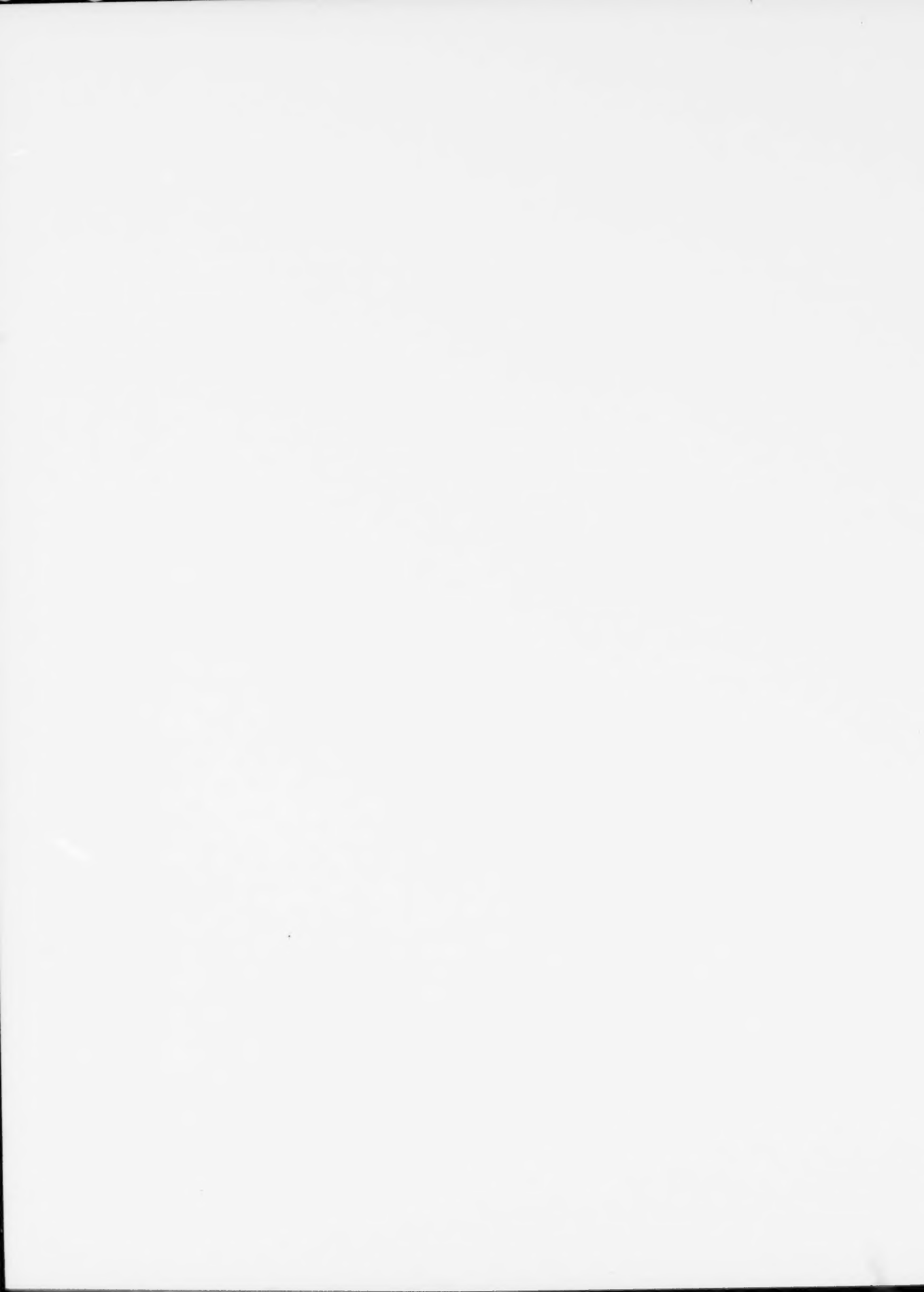
**Commission d'évaluation  
de l'enseignement collégial**

A large, stylized logo consisting of a thick grey 'C' and a grey 'E' with a black outline. The 'C' is on the left and the 'E' is on the right. Inside the 'C', the text 'Rapport annuel de gestion' is written in white.

**Rapport  
annuel  
de gestion**

*2007-2008*

Québec 



**Commission  
d'évaluation  
de l'enseignement  
collégial**

**Rapport annuel  
de gestion**  
*2007-2008*



Québec 

Le contenu de cette publication a été rédigé par  
la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial  
800, place D'Youville, 18<sup>e</sup> étage, bureau 18.01  
Québec (Québec) G1R 5P4  
Téléphone : 418 643-9938  
Télécopieur : 418 643-9019  
<http://www.ceec.gouv.qc.ca>

Dépôt légal – 2008  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada  
ISBN : 978-2-550-54504-0 (imprimé)  
ISBN : 978-2-550-54505-7 (PDF)  
ISSN : 1716-7779  
© Gouvernement du Québec, 2008

Tous droits réservés pour tous pays.  
La reproduction par quelque procédé que ce soit  
et la traduction, même partielles, sont interdites.

Monsieur François Gendron  
Président de l'Assemblée nationale  
Hôtel du Parlement  
Québec

Monsieur le Président,

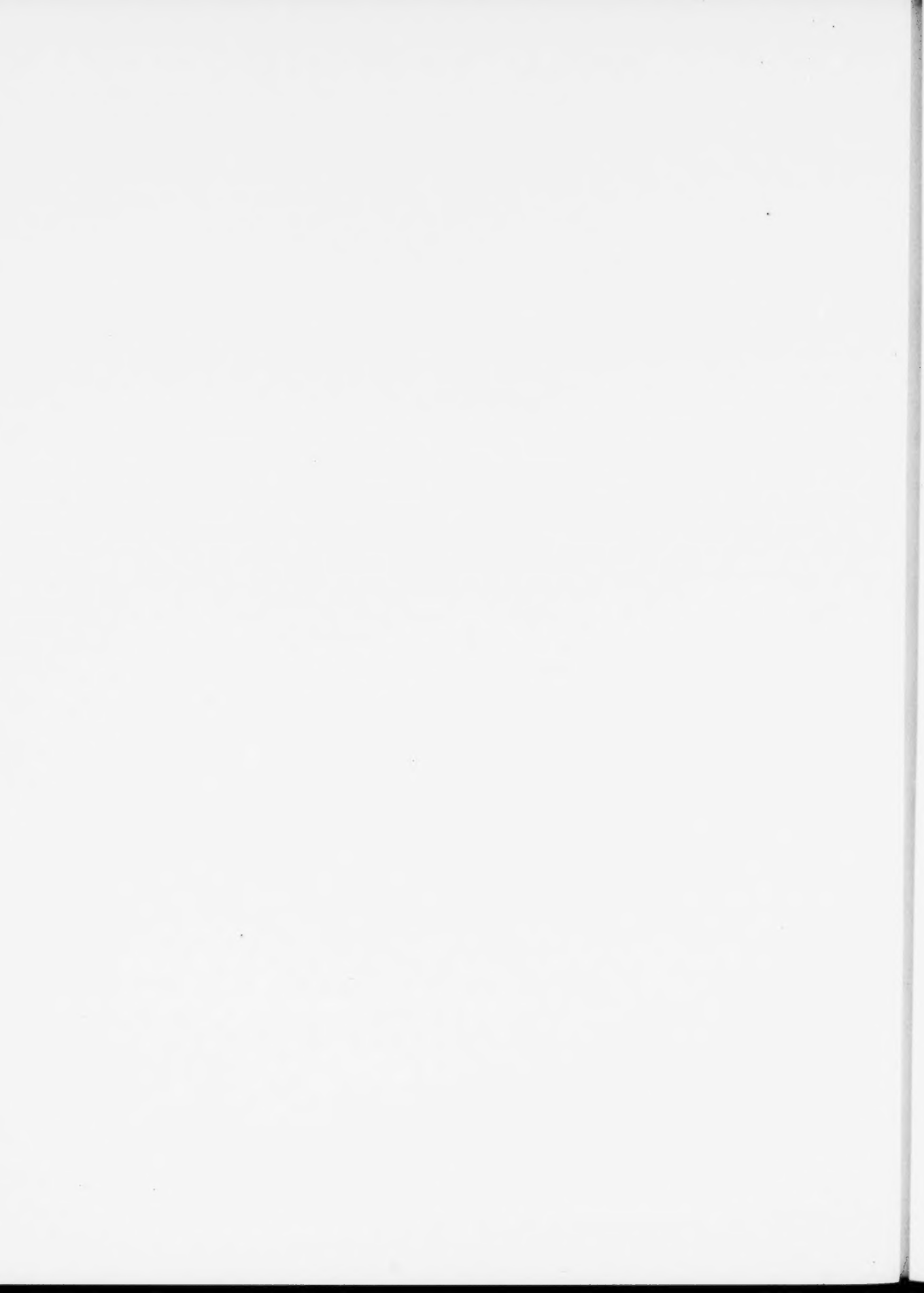
J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel de gestion  
de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial  
pour l'exercice financier 2007-2008.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de  
mes sentiments les meilleurs.

La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport,

MICHELLE COURCHESNE

Québec, décembre 2008



Madame Michelle Courchesne  
Ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport  
Gouvernement du Québec  
Québec

Madame la Ministre,

Conformément à la Loi sur l'administration publique, j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport annuel de gestion 2007-2008 de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial.

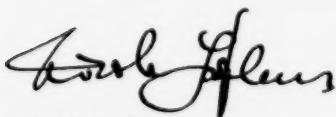
Le présent rapport annuel de gestion décrit de façon générale la Commission, incluant une courte présentation des processus d'évaluation qu'elle privilégie dans l'exercice de son mandat auprès des collèges. Ce rapport rend compte des résultats obtenus au regard des orientations et des objectifs du Plan stratégique 2007-2011 de la Commission et prend en compte la planification de ses travaux pour l'année 2007-2008. Enfin, il contient un bref rapport sur les activités de la Commission se terminant au 30 juin 2008, conformément à sa loi constitutive.

Outre les travaux reliés à l'évaluation des documents officiels que les collèges doivent lui soumettre pour évaluation – plans stratégiques, plans de réussite, politiques institutionnelles – et à celle des suites données par les collèges à ses évaluations antérieures, la Commission a consacré une grande partie de ses activités à trois éléments majeurs du système d'assurance qualité des collèges qui retiendront également son attention au cours des prochaines années. La Commission a commencé les visites d'établissements (21/100) dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité de l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages, opération qui lui permettra de vérifier la qualité de l'évaluation des apprentissages et par conséquent, la crédibilité des diplômes et des attestations décernées. Les deux autres dossiers dont elle a amorcé les travaux durant l'année touchent l'évaluation de l'efficacité des plans stratégiques des cégeps et celle de l'efficacité des plans de réussite des collèges privés subventionnés. Enfin, la Commission a complété l'évaluation de programme commencée en 2005 et elle rendra public un rapport synthèse à l'automne 2008.

En terminant, je tiens à remercier particulièrement tous les membres du personnel, ainsi que la soixantaine d'experts externes qui ont participé bénévolement aux travaux de la Commission au cours de la dernière année, pour leur engagement et leur contribution remarquables à la réalisation du mandat de la Commission.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

La présidente de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial,



Nicole Lafleur

Québec, décembre 2008



---

# Table des matières

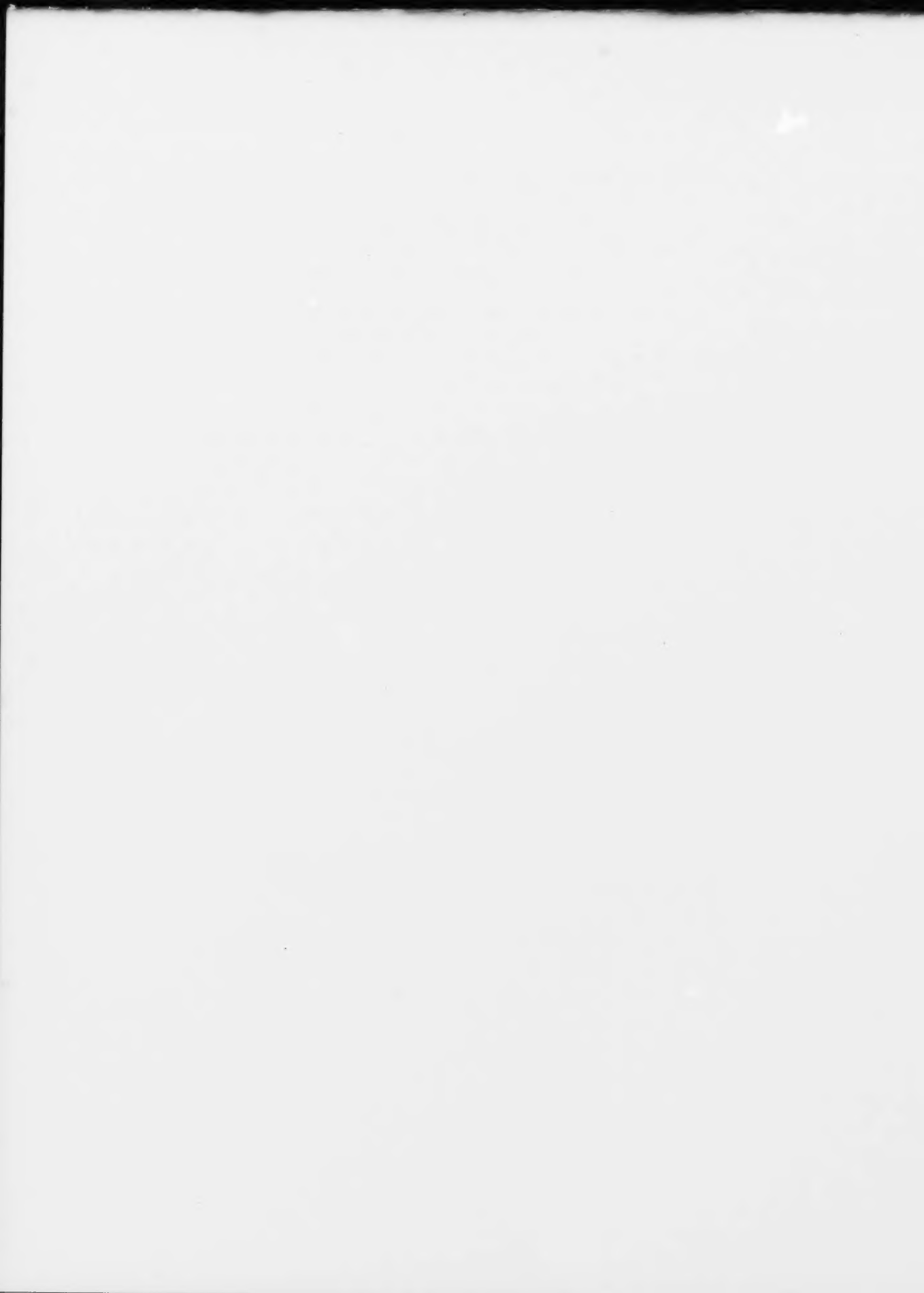
<i>Déclaration de la présidente de la Commission</i> .....	11
<b>Chapitre 1 La Commission</b> .....	13
Mission et valeurs .....	13
Approche privilégiée .....	13
Mandat .....	14
Composition et structure organisationnelle .....	14
Comités consultatifs .....	15
Experts externes .....	15
Processus d'évaluation .....	16
Plan stratégique 2007-2011 .....	17
<b>Chapitre 2 Résultats 2007-2008 au regard du plan stratégique 2007-2011</b> ..	19
<i>Première orientation</i>	
Réaliser, avec la collaboration des collèges, des évaluations pertinentes qui permettent de mesurer l'efficacité de leur système d'assurance qualité .....	19
Les opérations d'évaluation de la Commission .....	20
L'adoption d'une politique institutionnelle d'évaluation des programmes .....	20
L'évaluation de l'efficacité de l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages .....	21
L'évaluation de l'efficacité des plans de réussite des collèges privés subventionnés .....	21
L'évaluation de l'efficacité des plans stratégiques des cégeps .....	22
<i>Deuxième orientation</i>	
S'assurer du meilleur impact possible des recommandations et des constats de la Commission au regard du développement de la qualité de l'enseignement collégial .....	24
L'impact des travaux de la Commission sur les collèges .....	24
Une relance faite auprès de tous les collèges ayant des suites à donner .....	25
Les suites à donner à l'évaluation institutionnelle .....	25

	<i>Troisième orientation</i>	
	Témoigner du développement de la qualité de l'enseignement collégial pour contribuer à sa crédibilité et à sa reconnaissance .....	27
	Le témoignage de la Commission auprès de ses publics cibles .....	27
	<i>Quatrième orientation</i>	
	Contribuer au maintien des capacités des collègues en matière d'évaluation .....	28
	L'accompagnement des collègues .....	28
<b>Chapitre 3</b>	<b>Autres résultats au regard des travaux d'évaluation réalisés en 2007-2008</b> .....	31
	Évaluation de programme - Opération 2005 .....	31
	Les suites données aux évaluations de la Commission .....	32
	Plans stratégiques des cégeps incluant les plans de réussite .....	34
	Plans de réussite des collèges privés subventionnés .....	35
	Politiques institutionnelles et suites données à l'évaluation de leur application .....	35
	La politique institutionnelle d'évaluation des programmes (PIEP) .....	36
	Les suites à l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des programmes (PIEP) .....	36
	La politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages (PIEA) .....	36
<b>Chapitre 4</b>	<b>Ressources de la Commission au 31 mars 2008</b> .....	39
	Les ressources humaines .....	39
	Les ressources financières .....	41
	Les ressources informationnelles .....	42
<b>Chapitre 5</b>	<b>Exigences législatives et gouvernementales</b> .....	43
	Rapport d'activités .....	43
	Réunions de la Commission .....	43
	Publications .....	43
	Communications .....	43
	Relations avec divers organismes .....	44
	Politique linguistique .....	44
	Protection des renseignements personnels et accès à l'information .....	44
	Déclaration de services au citoyen .....	45
	Recommandations du Vérificateur général du Québec .....	45
	Éthique et déontologie .....	45

---

## ANNEXES

ANNEXE I	
Organigramme au 31 mars 2008 .....	49
ANNEXE II	
Comités consultatifs et experts externes .....	50
ANNEXE III	
Rapports d'évaluation transmis aux établissements en 2007-2008 .....	54
ANNEXE IV	
Évaluations en cours au 30 juin 2008 .....	56
ANNEXE V	
Suites données par les collèges aux recommandations de la Commission au 30 juin 2008 .....	58
ANNEXE VI	
Opérations complétées au 30 juin 2008 .....	64
ANNEXE VII	
Politiques institutionnelles : situation au 30 juin 2008 .....	66
ANNEXE VIII	
Publications de la Commission depuis 1993 .....	70
ANNEXE IX	
Code de déontologie des membres de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial .....	72



---

## *Déclaration de la présidente de la Commission*

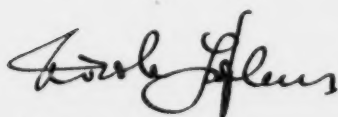
Les informations contenues dans le présent rapport annuel de gestion relèvent de ma responsabilité. Cette responsabilité porte sur la fiabilité des données contenues dans le rapport et des contrôles afférents.

**Les résultats du rapport annuel de gestion 2007-2008 de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial :**

- décrivent fidèlement la mission, les mandats, les valeurs et les orientations stratégiques de la Commission;
- présentent les objectifs, les indicateurs, les cibles à atteindre et les résultats;
- présentent des données exactes et fiables.

Je déclare que les données contenues dans le présent rapport annuel de gestion ainsi que les contrôles afférents à ces données sont fiables et qu'elles correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 30 juin 2008.

La présidente,



Nicole Lafleur

Québec, le 18 décembre 2008



---

# Chapitre 1

## La Commission

### Mission et valeurs

La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial est un organisme d'assurance qualité public et indépendant dont la mission est de contribuer au développement de la qualité de l'enseignement collégial et de témoigner de cette qualité.

Pour assurer l'accomplissement de sa mission et susciter un véritable engagement dans la recherche continue de la qualité de la formation, la Commission et son personnel entendent privilégier une approche basée sur les valeurs suivantes : l'impartialité, la rigueur, le respect et la collaboration.

#### *Impartialité*

La Commission est un organisme public indépendant dont les évaluations reposent sur une analyse impartiale, objective et équitable.

#### *Rigueur*

La Commission est guidée par les principes d'honnêteté, de rigueur et de transparence dans ses évaluations et ses décisions.

#### *Respect*

La Commission favorise des relations franches et ouvertes avec les collègues et s'engage à réaliser ses évaluations dans le respect de leur diversité et de leurs particularités tout en préservant son autonomie.

#### *Collaboration*

La Commission privilégie un processus d'évaluation fondé sur la participation et la collaboration des collègues et de leur personnel dans une perspective d'amélioration continue de la qualité de l'enseignement collégial.

### Approche privilégiée

La Commission a situé l'ensemble de ses travaux dans une perspective de soutien aux collègues, de collaboration et de respect de leur culture, tout en préservant l'autonomie nécessaire à l'accomplissement de son propre mandat. Afin de réaliser des évaluations efficaces et utiles, la Commission a choisi d'associer étroitement les collègues et leur personnel à l'identification des problèmes et à la recherche des solutions. D'entrée de jeu, elle a opté pour une stratégie visant essentiellement à rendre les collègues de plus en plus autonomes en vue d'assurer pleinement la réalisation de leur mission.

## Mandat

En vertu de la loi (L.R.Q., chapitre C-32.2), la Commission a le mandat d'évaluer :

Pour chaque établissement auquel s'applique le Règlement sur le régime des études collégiales<sup>1</sup> :

- les politiques institutionnelles d'évaluation des apprentissages, y compris les procédures de sanction des études, et leur application;
- les politiques institutionnelles d'évaluation des programmes d'études et leur application;
- la mise en œuvre des programmes d'études établis par le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport;
- les programmes d'études établis par l'établissement, soit les objectifs de ces programmes, leurs standards et leur mise en œuvre.

Pour les cégeps et les collèges privés subventionnés :

- la réalisation des activités reliées à leur mission éducative tant au regard de la planification administrative et pédagogique qu'au regard de l'enseignement et des divers services de soutien; dans le cas des cégeps, cette évaluation englobe celle de leur plan stratégique.

La Commission peut faire des recommandations au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport sur toute question relative aux programmes d'études et aux politiques d'évaluation, y compris sur toute question politique gouvernementale ou ministérielle ayant un impact sur la gestion des programmes d'études et de l'évaluation. Elle a également le pouvoir de recommander au ministre d'habiliter un collège à décerner le diplôme d'études collégiales (DEC). Il revient au ministre de déterminer s'il veut habiliter des collèges à décerner le DEC et aux établissements de présenter leur demande au ministre.

## Composition et structure organisationnelle

La Commission est composée de quatre commissaires, dont une présidente, nommés par le gouvernement pour un mandat de cinq ans renouvelable une fois. Il s'agit de M<sup>me</sup> Nicole Lafleur, présidente, et de MM. John Keyes, Michel Lauzière et Gilles Levesque. Vingt-trois personnes (effectif permanent autorisé) secondent les membres de la Commission dans leurs tâches. L'organigramme se retrouve à l'Annexe I.

1. En date du présent rapport, cela représente 101 établissements : 48 cégeps, 22 établissements privés subventionnés, 27 établissements privés non subventionnés et 4 établissements publics relevant d'un ministère ou d'une université. Les différents sites de formation sous la responsabilité de certains établissements ne sont pas comptabilisés ici.

## Comités consultatifs

En vertu de sa loi constitutive (articles 15 et 19 à 21), la Commission peut former des comités consultatifs, déterminer leurs attributions et leurs règles de fonctionnement<sup>2</sup>.

### Composition et mandat des comités consultatifs

Les membres des comités consultatifs sont nommés par la Commission, après consultation des organismes éducatifs et socioéconomiques concernés. Chaque comité, dont le nombre de membres peut varier, est formé d'un commissaire qui en assume la présidence, de personnes provenant des milieux de l'enseignement, d'organismes socioprofessionnels et des milieux de travail intéressés à l'évaluation en question, ainsi que du coordonnateur ou de la coordonnatrice de l'opération au sein de la Commission.

La Commission confie à ces comités le mandat de l'assister dans l'identification de la problématique et des enjeux ainsi que dans l'élaboration, le cas échéant, d'un guide et d'instruments qui serviront à l'évaluation. Elle leur demande également de contribuer à l'analyse des rapports d'autoévaluation – parfois, de certains documents officiels tels les plans stratégiques des cégeps – de participer, lorsque c'est le cas, à la visite des établissements et de vérifier les constats et les analyses qui serviront de base au jugement de la Commission.

## Experts externes

En vertu de l'article 15 de sa loi constitutive, la Commission peut s'adjoindre des experts pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions. Elle fait appel à de telles personnes pour chacune des visites d'évaluation qu'elle réalise dans les établissements<sup>3</sup>.

### Composition et rôle des comités de visite

Un comité de visite est habituellement composé de trois experts reconnus pour leur compétence dans l'enseignement collégial ou dans le domaine de connaissances lié à une opération d'évaluation. Il est présidé par un ou une commissaire, et un agent ou une agente de recherche de la Commission en assume le secrétariat.

Le comité analyse le rapport d'autoévaluation et visite ensuite l'établissement afin de valider et de compléter l'information qui s'y trouve et de bien comprendre les conclusions du rapport. Au terme de la visite, le comité tire ses propres conclusions et transmet son avis à la Commission. De façon plus précise, la Commission s'attend à ce que les experts l'aident à déterminer les forces et les faiblesses qui ressortent de l'évaluation à laquelle ils ont participé; elle souhaite obtenir leur opinion sur la performance de l'établissement au regard de chacun des sous-critères et des critères d'évaluation et par la suite, sur le jugement d'ensemble.

2. L'Annexe II présente les comités consultatifs actifs en 2007-2008, page 50.

3. La liste des experts externes auxquels la Commission a fait appel en 2007-2008 se retrouve à l'Annexe II, page 52.

## Processus d'évaluation

### Une approche basée sur l'autoévaluation des établissements

La Commission a adopté un processus d'évaluation connu et largement pratiqué en enseignement supérieur, au Canada et à l'étranger. Basé sur l'autoévaluation réalisée par les établissements, ce processus est suivi lorsqu'elle évalue les programmes d'études, l'application des politiques institutionnelles (programmes et apprentissages) ou encore, lorsqu'elle procède à l'évaluation institutionnelle des établissements.

Dans un premier temps, la Commission demande aux collèges visés de procéder à leur autoévaluation et de lui transmettre un rapport. Au besoin, elle produit à leur intention un cadre d'analyse ou un guide qui explicite les critères d'évaluation, la démarche à suivre et les personnes à consulter. Elle offre également des séances d'information aux responsables de l'évaluation dans les collèges.

À la suite de l'analyse d'un rapport d'autoévaluation, un comité de la Commission rend visite à l'établissement pour valider ce rapport et pour obtenir, le cas échéant, de l'information complémentaire. À cette fin, le comité rencontre différents groupes de personnes, par exemple : dirigeants, professeurs, professionnels, étudiants, personnel de soutien.

La Commission élabore ensuite une version préliminaire du rapport dans lequel elle expose les résultats de son évaluation. Ce rapport comporte, le cas échéant, des recommandations ou des suggestions d'amélioration auxquelles l'établissement peut réagir. À la réception des commentaires de l'établissement, la Commission rédige un rapport définitif qu'elle transmet au collège concerné et au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. La Commission rend publics, comme le lui prescrit sa loi constitutive, tous ses rapports d'évaluation qu'elle dépose dans son site Internet.

Lorsque des améliorations sont requises, la Commission demande aux collèges de rendre compte des actions posées. Elle donne à cette fin un délai suffisant pour apporter les améliorations recommandées. Lorsque celles-ci sont jugées satisfaisantes, la Commission l'indique publiquement et, le cas échéant, révisé son jugement d'ensemble.

À chaque fois que la Commission constate des lacunes graves lors d'une évaluation, elle n'hésite pas à exiger d'un collège une seconde autoévaluation et à le visiter à nouveau pour vérifier si les améliorations apportées permettent de combler les lacunes observées.

### L'évaluation des politiques et plans

La Commission s'est dotée de cadres de référence et de divers outils d'analyse adaptés aux politiques et aux plans que les collèges lui transmettent pour évaluation, à savoir les politiques institutionnelles d'évaluation des apprentissages et celles relatives aux programmes, les plans de réussite ainsi que les plans stratégiques des cégeps.

Lors de l'évaluation d'une politique institutionnelle, la Commission examine d'abord le contenu de la politique et, par la suite, son application dans le collège. Dans le cas de celle portant sur les apprentissages, elle détermine si la politique est à même d'assurer la qualité de l'évaluation des apprentissages des étudiants et permet au collège d'en témoigner. Lorsqu'elle évalue la politique relative aux programmes, la Commission vérifie si elle

contient les composantes et les éléments essentiels à la réalisation d'évaluations de qualité et à la prise en compte de cette fonction d'évaluation dans la gestion des programmes d'études. Elle s'assure ensuite que ces politiques sont bien appliquées et qu'elles sont efficaces dans le cadre des évaluations de programme ou d'opérations spécifiques élaborées à cette fin.

L'évaluation du plan de réussite des collèges privés subventionnés est réalisée au fur et à mesure de leur transmission par les collèges. Depuis juillet 2004, les plans de réussite des cégeps sont évalués au même moment que les plans stratégiques puisque les premiers sont désormais intégrés aux seconds. Lorsqu'elle évalue un plan de réussite, la Commission examine d'abord l'efficacité potentielle du plan. Elle se prononce ensuite sur son efficacité réelle lors d'une opération spécifique.

Enfin, en évaluant le plan stratégique d'un cégep, la Commission vérifie la conformité du plan aux dispositions de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel. Elle examine aussi l'efficacité potentielle du plan incluant, comme il en est fait mention plus haut, celle du plan de réussite. La Commission se prononce sur l'efficacité réelle des deux plans lors d'une opération spécifique.

## **Plan stratégique 2007-2011**

Conformément aux dispositions de la Loi sur l'administration publique, le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport a déposé à l'Assemblée nationale le Plan stratégique 2007-2011 de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, le 13 mai 2008.

Ce plan stratégique est le résultat d'une vaste réflexion collective à laquelle ont participé, de façon exceptionnelle, les collèges (directions, personnel, étudiants), les partenaires du monde de l'éducation, les experts ainsi que les membres des comités consultatifs ayant collaboré aux travaux de la Commission et enfin, le personnel de la Commission.

Le plan réaffirme la mission, la vision et les valeurs de la Commission. Les quatre orientations qui en constituent le cœur font écho aux préoccupations des établissements collégiaux et s'inscrivent dans les tendances de l'évaluation en enseignement supérieur : poursuivre l'évaluation de l'efficacité des composantes du système d'assurance qualité mis en place par chaque établissement; s'assurer du meilleur impact possible des recommandations et des constats de la Commission au regard du développement de la qualité de l'enseignement collégial; témoigner du développement de la qualité de l'enseignement collégial pour contribuer à sa crédibilité et à sa reconnaissance; contribuer au maintien des capacités des collèges en matière d'évaluation. Depuis juin 2007, ces orientations ont guidé les travaux de la Commission et il en sera de même jusqu'en 2011.

Le tableau suivant présente une synthèse du plan stratégique 2007-2011 de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial. L'ensemble du plan peut être consulté sur le site Internet de la Commission ([www.ceec.gouv.qc.ca](http://www.ceec.gouv.qc.ca)).

Tableau schématique — Plan stratégique 2007-2011

Mission				
La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial est un organisme d'assurance qualité public et indépendant dont la mission est de contribuer au développement de la qualité de l'enseignement de cette qualité.				
Vision				
La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial est reconnue pour sa contribution spécifique au développement de la qualité, à la crédibilité et à la reconnaissance de la formation offerte dans les établissements d'enseignement collégial.				
Enjeux	L'efficacité du système d'assurance qualité des collèges dans un contexte d'internationalisation de la formation et de mobilité.	Le développement continu de la qualité de l'enseignement collégial.	La crédibilité et la reconnaissance de la qualité de l'enseignement collégial et de sa pertinence.	La qualité des évaluations menées par les collèges.
Orientation	Réaliser, avec la collaboration des collèges, des évaluations pertinentes qui permettent de mesurer l'efficacité de leur système d'assurance qualité.	S'assurer du meilleur impact possible des recommandations et des constats de la Commission au regard du développement de la qualité de l'enseignement collégial.	Témoigner du développement de la qualité de l'enseignement collégial pour contribuer à sa crédibilité et à sa reconnaissance.	Contribuer au maintien des capacités des collèges en matière d'évaluation.
Axes d'intervention et objectifs	<b>Les opérations d'évaluation de la Commission</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• D'ici à la session d'hiver 2009, s'assurer que tous les établissements satisfont aux exigences réglementaires quant à l'adoption d'une politique d'évaluation des programmes.</li> <li>• Compléter l'évaluation de l'efficacité des composantes d'assurance qualité prévues à la réglementation (politiques institutionnelles d'évaluation des programmes et d'évaluation des apprentissages, plan de réussite, plan stratégique).</li> <li>• Définir une opération d'évaluation de l'efficacité du système d'assurance qualité de chaque établissement, opération qui serait réalisée selon une périodicité connue.</li> </ul>	<b>L'impact des travaux de la Commission sur les collèges</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire en sorte que les collèges donnent des suites appropriées aux recommandations de la Commission à l'intérieur du délai prévu et modifier le jugement, le cas échéant.</li> <li>• Évaluer le suivi des recommandations formulées lors de l'évaluation institutionnelle.</li> </ul>	<b>La connaissance du mandat de la Commission</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• S'assurer que les publics visés connaissent le mandat de la Commission.</li> </ul>	<b>L'accompagnement des collèges</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le respect de l'autonomie des collèges et de l'indépendance de la Commission, assurer aux collèges l'accompagnement requis pour la réalisation d'évaluations rigoureuses et utiles lors des opérations demandées par la Commission.</li> </ul>
	<b>L'impact des travaux de la Commission sur l'ensemble des partenaires et interlocuteurs de l'enseignement collégial</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• S'assurer de la prise en compte par les partenaires et les interlocuteurs des constats faits par la Commission dans ses rapports synthèses.</li> </ul>	<b>La connaissance des travaux de la Commission</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• S'assurer que les publics visés connaissent les travaux d'évaluation de la Commission dans les établissements et les progrès réalisés à la suite de ces évaluations.</li> </ul>		
La veille stratégique				
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Situer l'enseignement collégial québécois dans le contexte canadien et international.</li> </ul>				

Tableau schématique — Plan stratégique 2007-2011

## Mission

La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial est un organisme d'assurance qualité public et indépendant dont la mission est de contribuer au développement de la qualité de l'enseignement de cette qualité.

## Vision

La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial est reconnue pour sa contribution spécifique au développement de la qualité, à la crédibilité et à la reconnaissance de la formation offerte dans les établissements d'enseignement collégial.

Enjeux	L'efficacité du système d'assurance qualité des collèges dans un contexte d'internationalisation de la formation et de mobilité.	Le développement continu de la qualité de l'enseignement collégial.	La crédibilité et la reconnaissance de la qualité de l'enseignement collégial et de sa pertinence.	La qualité des évaluations menées par les collèges.
Orientation	Réaliser, avec la collaboration des collèges, des évaluations pertinentes qui permettent de mesurer l'efficacité de leur système d'assurance qualité.	S'assurer du meilleur impact possible des recommandations et des constats de la Commission au regard du développement de la qualité de l'enseignement collégial.	Témoigner du développement de la qualité de l'enseignement collégial pour contribuer à sa crédibilité et à sa reconnaissance.	Contribuer au maintien des capacités des collèges en matière d'évaluation.
Axes d'intervention et objectifs	<p><b>Les opérations d'évaluation de la Commission</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• D'ici à la session d'hiver 2009, s'assurer que tous les établissements satisfassent aux exigences réglementaires quant à l'adoption d'une politique d'évaluation des programmes.</li> <li>• Compléter l'évaluation de l'efficacité des composantes d'assurance qualité prévues à la réglementation (politiques institutionnelles d'évaluation des programmes et d'évaluation des apprentissages, plan de réussite, plan stratégique).</li> <li>• Définir une opération d'évaluation de l'efficacité du système d'assurance qualité de chaque établissement, opération qui serait réalisée selon une périodicité connue.</li> </ul> <p><b>La veille stratégique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Situer l'enseignement collégial québécois dans le contexte canadien et international.</li> </ul>	<p><b>L'impact des travaux de la Commission sur les collèges</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire en sorte que les collèges donnent des suites appropriées aux recommandations de la Commission à l'intérieur du délai prévu et modifier le jugement, le cas échéant.</li> <li>• Évaluer le suivi des recommandations formulées lors de l'évaluation institutionnelle.</li> </ul> <p><b>L'impact des travaux de la Commission sur l'ensemble des partenaires et interlocuteurs de l'enseignement collégial</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• S'assurer de la prise en compte par les partenaires et les interlocuteurs des constats faits par la Commission dans ses rapports synthèses.</li> </ul>	<p><b>La connaissance du mandat de la Commission</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• S'assurer que les publics visés connaissent le mandat de la Commission.</li> </ul> <p><b>La connaissance des travaux de la Commission</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• S'assurer que les publics visés connaissent les travaux d'évaluation de la Commission dans les établissements et les progrès réalisés à la suite de ces évaluations.</li> </ul>	<p><b>L'accompagnement des collèges</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le respect de l'autonomie des collèges et de l'indépendance de la Commission, assurer aux collèges l'accompagnement requis pour la réalisation d'évaluations rigoureuses et utiles lors des opérations demandées par la Commission.</li> </ul>

# Chapitre 2

## Résultats 2007-2008<sup>4</sup> au regard du plan stratégique 2007-2011

### Première orientation

**Réaliser, avec la collaboration des collèges, des évaluations pertinentes qui permettent de mesurer l'efficacité de leur système d'assurance qualité**

Tableau synthèse

<b>Enjeu</b> L'efficacité du système d'assurance qualité des collèges dans un contexte d'internationalisation de la formation et de mobilité			
<b>Axe d'intervention</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Résultats 2007-2008</b>
Les opérations d'évaluation de la Commission	<p>D'ici la session d'hiver 2009, s'assurer que tous les établissements satisfassent aux exigences réglementaires quant à l'adoption d'une politique d'évaluation des programmes (PIEP)</p> <p>Compléter l'évaluation de l'efficacité des composantes d'assurances qualité prévues à la réglementation</p>	<p>Nombre d'établissements ayant adopté une PIEP évaluée par la Commission</p> <p>Évaluation de l'efficacité de l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages (réception des rapports d'autoévaluation prévue en juin 2007)</p> <p>Évaluation de l'efficacité des plans de réussite des 22 collèges privés subventionnés (réception des rapports d'autoévaluation prévue au printemps 2009)</p> <p>Évaluation de l'efficacité des plans stratégiques des 48 cégeps, incluant leur plan de réussite (réception des rapports d'autoévaluation prévue à la fin de l'année 2010)</p>	<p>Travaux préparatoires en cours</p> <p>Élaboration des divers outils d'analyse</p> <p>Formation d'une centaine d'experts</p> <p>21 visites d'établissements</p> <p>74 rapports d'autoévaluation reçus</p> <p>Élaboration et diffusion d'un document d'orientation et d'un cadre d'analyse</p> <p>Élaboration et diffusion d'un document d'orientation et d'un cadre d'analyse</p> <p>Séances d'information (2) à l'intention des cégeps</p>

4. Contrairement au chapitre 4 où les résultats sur les ressources se réfèrent à l'exercice financier (1<sup>er</sup> avril 2007 au 31 mars 2008), ceux reliés aux activités de la Commission se réfèrent à l'année scolaire, conformément à sa loi (1<sup>er</sup> juillet 2007 au 30 juin 2008).

## Les opérations d'évaluation de la Commission

Les opérations d'évaluation visées par le plan stratégique 2007-2011 de la Commission touchent les différents mécanismes internes d'assurance qualité développés par les collèges pour assurer la qualité de la formation qu'ils offrent. Concrètement, il s'agit des politiques institutionnelles d'évaluation des programmes des établissements qui, au printemps 2007, n'avaient pas encore adopté une telle politique, de l'efficacité de l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages de tous les collèges, de l'efficacité des plans de réussite des collèges privés subventionnés et de l'efficacité des plans stratégiques des cégeps, lesquels incluent le plan de réussite.

Au cours de l'année, la Commission a réalisé des évaluations autres que celles prévues dans sa planification stratégique. Ces travaux ont porté sur l'évaluation de politiques révisées (apprentissage et programmes), sur l'évaluation de plans stratégiques et de plans de réussite ainsi que sur l'opération en évaluation de programme amorcée dans les collèges en 2005. Les résultats relatifs à ces travaux sont présentés dans le chapitre consacré au rapport annuel d'activités (Chapitre 3, page 31).

### L'adoption d'une politique institutionnelle d'évaluation des programmes

La politique institutionnelle d'évaluation des programmes constitue l'un des premiers mécanismes internes prévus par le législateur pour assurer la qualité de la formation dans les collèges. Composante essentielle du système d'assurance qualité de chaque collège, cette politique décrit de quelle manière le collège assume sa responsabilité d'évaluer ses programmes et d'en témoigner.

En vertu de l'article 24 du Règlement sur le régime des études collégiales, chaque collège doit se doter d'une telle politique et la transmettre à la Commission pour évaluation. Lors de l'élaboration du plan stratégique de la Commission en 2007, dix-huit établissements, dont seize privés non subventionnés, n'avaient pas encore répondu à cette exigence réglementaire. Depuis, un établissement privé non subventionné a cessé ses activités et un cégep a remis sa politique à la Commission.

Au cours de l'année, une équipe de travail interne a reçu le mandat d'adapter le cadre de référence sur l'évaluation des politiques institutionnelles d'évaluation des programmes d'études à la réalité des établissements privés non subventionnés qui, pour leur part, offrent uniquement des programmes conduisant à une attestation d'études collégiales (AEC). À la relecture du cadre de référence produit par la Commission en 1994, il s'est avéré nécessaire d'en actualiser le contenu en fonction de l'expertise développée depuis lors, autant par la Commission que par les collèges, en matière d'évaluation de programme. Devant ce constat, l'équipe de travail a concentré ses efforts sur la révision dudit cadre. L'adoption d'une nouvelle version du cadre de référence ainsi que son adaptation aux besoins particuliers des établissements privés non subventionnés sont prévues pour la prochaine année. La Commission transmettra alors ces documents aux collèges et ceux n'ayant pas encore déposé une première version de leur politique seront invités à le faire au cours de la prochaine année.

### **L'évaluation de l'efficacité de l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages**

Autre mécanisme interne d'assurance qualité prévu par le législateur pour assurer, cette fois-ci, la qualité de l'évaluation des apprentissages, la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages est un document officiel dans lequel le collège indique comment il entend assumer sa responsabilité d'évaluer de façon juste et équitable les apprentissages de ses étudiants et étudiantes et d'en témoigner. En vertu de l'article 25 du Règlement sur le régime des études collégiales, chaque établissement doit adopter une telle politique et la transmettre à la Commission, laquelle a le mandat d'évaluer ces politiques – y compris les procédures de sanction des études – et leur application.

Dans le cadre de l'évaluation de l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages amorcée en 2005-2006 dans les collèges, la Commission évalue la conformité de l'application, par chaque collège, de sa politique en examinant plus particulièrement l'exercice des responsabilités ainsi que la mise en œuvre des modalités de reconnaissance des acquis. Elle évalue l'efficacité de la politique, sous l'angle de l'atteinte des objectifs de la politique incluant ceux liés à la reconnaissance des acquis.

Au cours de l'année 2007-2008, la Commission a complété l'élaboration des divers outils et grilles d'analyse nécessaires à la préparation et à la réalisation de la visite des 100 établissements visés par cette opération. Elle a également tenu, à divers moments, huit journées de formation au cours desquelles elle a rejoint une centaine de personnes ayant accepté de participer, en tant qu'experts, à cette évaluation.

Durant l'année, la Commission a effectué 21 visites d'établissements, visites d'une durée de deux ou de trois jours, selon l'ampleur des activités du collège. Au 30 juin 2008, la Commission a reçu 74 rapports d'autoévaluation. Plus de la moitié des collèges (54) ont demandé à la Commission de reporter à une date ultérieure le dépôt de leur rapport initialement prévu pour le 22 juin 2007. La Commission a accédé à leur demande et les derniers rapports d'autoévaluation sont attendus au plus tard en juin 2009.

Enfin, les activités du comité consultatif mis sur pied pour assister la Commission dans les travaux liés à cette opération ont porté sur la validation des outils d'analyse et sur l'examen de la version préliminaire des treize premiers rapports d'évaluation.

### **L'évaluation de l'efficacité des plans de réussite des collèges privés subventionnés**

Partie intégrante du système d'assurance qualité des collèges, le plan de réussite est un document officiel dans lequel chaque collège indique comment il entend assumer sa responsabilité d'améliorer la réussite scolaire et le taux de diplomation de ses étudiants et étudiantes, et d'en témoigner.

L'évaluation de l'efficacité des plans de réussite des collèges privés subventionnés<sup>5</sup> s'inscrit dans la continuité des travaux que la Commission a réalisés relativement à ces plans depuis 2001<sup>6</sup>. Cette dernière opération lui permet ainsi de faire le suivi des plans de réussite et d'accompagner les collèges dans leurs processus d'amélioration continue de la qualité et de la crédibilité de l'enseignement collégial.

La Commission évaluera l'efficacité des plans de réussite en faisant état de l'atteinte des objectifs et de l'élaboration du plan et en se prononçant sur les points forts ainsi que sur les voies d'amélioration en vue du prochain plan de réussite de chaque collège. Elle évaluera également la qualité de la démarche retenue par chacun d'entre eux pour réaliser leur autoévaluation.

En 2007-2008, la Commission a élaboré et diffusé deux documents à l'intention des collèges privés subventionnés : le premier document présente les orientations retenues pour l'évaluation de l'efficacité des plans de réussite et le second, le cadre d'analyse qui spécifie les attentes de la Commission et les éléments sur lesquels reposera son analyse des rapports d'autoévaluation que les collèges lui soumettront.

Les plans de réussite ne couvrent pas tous la même période et certains collèges en sont à la troisième génération de leur plan. Comme c'est le cas pour chacune des opérations qu'elle entreprend, la Commission souhaite que cette évaluation soit utile et profitable aux collèges. Pour ce faire, elle communiquera avec les 19 collèges visés<sup>7</sup> à l'automne 2008 afin de déterminer, selon l'échéance de chaque plan et l'état d'avancement des travaux d'autoévaluation de chacun, le moment le plus approprié pour le dépôt de leur rapport. Initialement prévue pour le printemps 2009, la réception des rapports d'autoévaluation devrait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année 2010.

Le comité consultatif constitué par la Commission pour l'accompagner tout au long de cette opération a été consulté lors de l'élaboration du document d'orientation et du cadre d'analyse.

### **L'évaluation de l'efficacité des plans stratégiques des cégeps**

En décembre 2002, à l'instar des ministères, des organismes et des autres institutions publiques, le gouvernement obligeait les cégeps à se doter d'un autre mécanisme interne d'assurance qualité qui venait s'ajouter à ceux déjà existants. Ainsi, chaque cégep devait se doter – avant juillet 2004 – d'un plan stratégique couvrant une période de plusieurs années et intégrant leur plan de réussite<sup>8</sup>. Le plan stratégique est un document officiel dans lequel chaque cégep, en tenant compte de sa situation et des orientations du plan stratégique du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, présente l'ensemble des objectifs et des moyens qu'il entend mettre en œuvre pour réaliser sa mission. En vertu de

5. Depuis juillet 2004, le plan de réussite des cégeps est inclus dans leur plan stratégique. L'efficacité de ces deux plans sera donc évaluée au même moment dans les cégeps.

6. Il s'agit des trois opérations suivantes : évaluation des plans de réussite en 2001-2002, analyse de la mise en œuvre de ces plans en 2002-2003 et examen, en 2003-2004, du bilan que chaque collège a fait de son plan de réussite. Il est à noter que les cégeps ont également été touchés par ces trois opérations.

7. Vingt-deux collèges étaient visés lors de l'adoption du plan stratégique de la Commission en juin 2007. L'un d'entre eux a fermé ses portes en juin 2008 et deux autres n'ont pas de plan de réussite.

8. Obligation inscrite dans la Loi modifiant la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel et la Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial (Projet de loi n° 123, 2002, chapitre 50).

la loi, ce plan doit être révisé annuellement et, le cas échéant, actualisé. Le plan stratégique et le plan actualisé – lorsque des modifications importantes ont été apportées aux orientations et aux objectifs – doivent être transmis à la Commission pour évaluation.

L'évaluation de l'efficacité des plans stratégiques des cégeps s'inscrit dans la continuité des travaux menés par la Commission depuis 2004, à savoir l'évaluation de la conformité des plans stratégiques à la loi et de leur efficacité potentielle, ainsi que la publication d'un premier rapport bilan en 2006. Cette nouvelle opération permet à la Commission d'effectuer le suivi de ces plans et d'accompagner les cégeps dans l'amélioration continue de leurs processus et de leurs outils stratégiques. Elle lui permet également de compléter son cycle de l'évaluation de l'efficacité des composantes d'assurance qualité prévues à la réglementation.

La Commission évaluera l'efficacité des plans stratégiques, incluant le plan de réussite, en faisant état de l'atteinte des objectifs et de l'élaboration du plan et en se prononçant sur les points forts ainsi que sur les voies d'amélioration en vue de la prochaine planification stratégique. La démarche d'évaluation étant laissée au choix de chaque cégep, la Commission évaluera également la qualité de celle adoptée par chacun d'entre eux.

Pour soutenir les cégeps dans leur démarche d'autoévaluation, la Commission a produit un document d'orientation et un cadre d'analyse précisant ses attentes et les éléments sur lesquels reposera son analyse. Élaborés avec l'aide du comité consultatif formé à l'automne 2007 pour assister la Commission dans les travaux relatifs à cette opération et à celle des plans de réussite, les deux documents élaborés à l'intention des cégeps ont été diffusés au début de l'année 2008.

Comme c'est le cas pour les plans de réussite des collèges privés subventionnés dont il est question au point précédent, les plans stratégiques des cégeps ne viennent pas tous à échéance au même moment. Pour que cette opération soit tout aussi utile et profitable aux 48 cégeps visés, la Commission a communiqué avec chacun d'entre eux afin de voir où ils en étaient rendus dans leur démarche et d'établir un échéancier réaliste qui prend en compte l'état d'avancement des travaux de chacun et l'échéance de leur plan. La réception des rapports d'autoévaluation devrait s'échelonner de l'été 2008 jusqu'à la fin de l'année 2010.

Enfin, la Commission a rejoint huit cégeps lors de deux séances d'information données en juin 2008. Ces rencontres – qui se poursuivront à l'automne – lui permettent de leur présenter le contexte de l'opération et de fournir des précisions sur les éléments du cadre d'analyse et sur ses attentes.

## Deuxième orientation

### S'assurer du meilleur impact possible des recommandations et des constats de la Commission au regard du développement de la qualité de l'enseignement collégial

Tableau synthèse

Enjeu Le développement continu de la qualité de l'enseignement collégial			
Axe d'intervention	Objectifs stratégiques	Indicateurs	Résultats 2007-2008
L'impact des travaux de la Commission sur les collèges	<p>Faire en sorte que les collèges donnent des suites appropriées aux recommandations de la Commission à l'intérieur du délai prévu et modifier le jugement, le cas échéant</p> <p>Évaluer le suivi des recommandations formulées lors de l'évaluation institutionnelle</p>	<p>Proportions des recommandations faites aux collèges lors des évaluations auxquelles des suites satisfaisantes ont été apportées dans les délais (<i>la seule évaluation correspondant à cet indicateur en 2007-2008 est l'Opération 2005 en évaluation de programme.</i>)</p> <p>Publication en 2011 d'un rapport portant sur les suites de l'évaluation institutionnelle</p>	<p>Relance auprès des 64 collèges ayant des suites à donner, peu importe l'opération observée (automne 2007)</p> <p>13 des 23 rapports de suivi (56,5 %) résultant de l'Opération 2005 en évaluation de programme ont été transmis dans les délais requis, 6 ont été examinés et 2 répondent de façon satisfaisante aux suites attendues</p> <p>Aucune modification apportée au jugement initial de la Commission</p> <p>Relance à l'automne 2007 auprès de 52 collèges</p> <p>13 rapports de suivi reçus – dont 8 après la relance –, 6 ont été examinés et 3 répondent de façon satisfaisante aux suites attendues</p> <p>Visite d'un collège</p> <p>49 collèges ont encore des suites à donner</p>

#### L'impact des travaux de la Commission sur les collèges

L'impact des évaluations de la Commission sur les collèges dépend en grande partie du réinvestissement des compétences développées en évaluation et du suivi qui est donné aux actions proposées au terme de chaque évaluation. En général, les collèges ont donné des suites adéquates aux recommandations formulées par la Commission lors de ses évaluations. Par exemple, près de 80 % des collèges ayant reçu un rapport contenant au moins une recommandation lors de l'une ou l'autre des évaluations de programme<sup>9</sup> ont donné des suites appropriées et au 30 juin 2008, quatre de ces opérations étaient terminées pour tous les collèges visés<sup>10</sup>.

9. Huit opérations réalisées par la Commission depuis 1994 ont porté sur l'évaluation de programme.

10. Il s'agit des opérations suivantes : l'évaluation des programmes conduisant à une attestation d'études collégiales dans les établissements privés non subventionnés et l'évaluation des programmes *Sciences humaines, Informatique et Techniques d'éducation en services de garde* (voir l'Annexe VI, p. 64).

Les suites à donner aux recommandations de la Commission font partie du processus d'évaluation<sup>11</sup> et les collèges ont habituellement un an pour apporter les modifications demandées. Afin de les inciter à déposer un rapport de suivi dans des délais raisonnables, la Commission portera, au cours des prochaines années, une attention particulière aux suites satisfaisantes données par les collèges selon l'échéance prévue et elle en tiendra compte dans une éventuelle révision du jugement initial. À ce moment-ci, une seule opération est touchée par cet objectif stratégique à savoir, *l'Opération 2005 en évaluation de programme*<sup>12</sup>. Dans les autres cas, le délai est écoulé depuis longtemps, à l'exception de l'opération sur l'évaluation institutionnelle dont le suivi fera également l'objet d'une attention particulière de la part de la Commission au cours des prochaines années.

### **Une relance faite auprès de tous les collèges ayant des suites à donner**

Au moment de mettre en œuvre son premier plan stratégique, la Commission a voulu avoir en main un portrait global de la situation – toutes opérations confondues – sur les suites à donner par les collèges à ses recommandations. Pour ce faire, elle a effectué, en octobre 2007, une relance auprès des 64 collèges qui étaient alors dans cette situation, ce qui représente 63,4 % des 101 collèges alors actifs. La Commission a remis à chacun d'entre eux un tableau synthèse des suites attendues en lui demandant de s'assurer de la justesse de l'information transmise et, le cas échéant, de lui faire part des ajustements à apporter au tableau en question.

Près de 70 % des rapports de suivi transmis à la Commission au cours de l'année (27/39) l'ont été après la relance faite auprès des collèges. Plus de la moitié des rapports (21/39) portaient sur *l'Opération 2005 en évaluation de programme* et 12 d'entre eux (57 %) ont été remis dans les délais requis. Au 30 juin 2008, la Commission a examiné six rapports transmis dans les délais requis et dans deux cas, elle a jugé que des suites satisfaisantes avaient été apportées. Cet examen ne l'a toutefois pas amenée à modifier son jugement initial.

### **Les suites à donner à l'évaluation institutionnelle**

L'évaluation institutionnelle réalisée auprès des collèges offrant le diplôme d'études collégiales avait pour objectif premier de les aider à s'acquitter encore mieux de leur mission de formation. La portée d'un bon nombre des recommandations formulées lors de cette opération réalisée entre 2000 et 2004 rendait difficile pour les collèges de leur donner rapidement des suites appropriées. La Commission avait alors décidé que l'échéance d'un an ne s'appliquerait pas vu la nature des recommandations et l'ampleur du travail exigé pour remédier aux problèmes soulevés par plusieurs d'entre elles. Entre temps, les cégeps ont dû élaborer et adopter un plan stratégique, et dans plusieurs cas, les améliorations demandées dans le cadre de l'évaluation institutionnelle y ont trouvé écho. Dans sa planification stratégique 2007-2011, la Commission entend évaluer le suivi apporté à ces recommandations par l'ensemble des collèges et dans le cas particulier des cégeps, elle a convenu de profiter de l'évaluation de l'efficacité de leurs plans

11. Voir la description du processus d'autoévaluation à la page 16 du présent rapport.

12. Il est question ici uniquement des suites données aux recommandations. Les résultats globaux relatifs à *l'Opération 2005 en évaluation de programme* sont présentés dans le chapitre consacré aux autres travaux d'évaluation réalisés en cours d'année, à la page 31.

stratégiques<sup>13</sup> pour examiner les suites qui auront été données à l'évaluation institutionnelle par le biais de ces plans. La Commission publiera un rapport sur les suites de l'évaluation institutionnelle en 2011.

La relance faite auprès des collèges à l'automne 2007 incluait les suites à donner à l'évaluation institutionnelle. Dans le cas des cégeps, la Commission a transmis à chacun d'entre eux un tableau spécifique mettant en relation les liens entre les orientations ou les objectifs du plan stratégique du cégep et les recommandations que la Commission lui a formulées lors de l'évaluation institutionnelle. Cet exercice avait pour objectif de lui permettre d'une part, de répertorier les recommandations dont le suivi pourrait être examiné dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité des plans stratégiques et d'autre part, de s'assurer auprès des cégeps de la juste lecture des suites attendues au regard de cette opération. Au terme de l'exercice, près de 90 % de ceux ayant des suites à donner à l'évaluation institutionnelle (35/39) pourront le faire en tout ou en partie lors de l'évaluation de l'efficacité de leur plan. Les cégeps peuvent aussi, comme c'est le cas pour les autres collèges, donner des suites au moment le plus approprié pour eux, avant l'échéance de 2011.

Près de 87 % des collèges ayant réalisé cette opération (59/68)<sup>14</sup> ont reçu un rapport contenant au moins une recommandation. Au 30 juin 2008, plus de 70 % des collèges (49) ont encore des suites à donner – dont 39 cégeps – et le processus d'évaluation est terminé pour 19 autres collèges<sup>15</sup>. Au cours de l'année, la Commission a reçu 13 rapports de suivi – dont huit (8) après la relance –, elle en a examiné six (6) et pour trois (3) d'entre eux, la Commission a jugé que les mesures prises par les collèges en question répondaient de façon appropriée aux lacunes observées lors de l'évaluation.

En janvier 2007, la Commission transmettait au Collège LaSalle un rapport d'évaluation sur les suites que ce dernier a données à l'évaluation institutionnelle. Elle a demandé alors au Collège de lui transmettre un rapport de suivi sur la mise en œuvre de son plan d'action et lorsqu'elle aurait reçu et examiné ce suivi, elle a indiqué qu'elle effectuerait une visite au Collège. Cette visite au cours de laquelle la Commission a rencontré la direction du Collège, les responsables de l'admission ainsi que des professeurs et des élèves a eu lieu en janvier 2008. Un rapport d'évaluation sera transmis au Collège au cours des prochains mois.

13. Voir la présentation de cette opération à la page 22.

14. Lors de cette évaluation, quatre (4) des soixante-douze collèges initialement visés ont demandé à la Commission de procéder à leur autoévaluation à une date ultérieure. L'Annexe V (page 60) présente la situation pour chaque collège, au 30 juin 2008.

15. Neuf (9) de ces collèges ont reçu un rapport sans recommandation.

**Troisième orientation****Témoigner du développement de la qualité de l'enseignement collégial pour contribuer à sa crédibilité et à sa reconnaissance**

Tableau synthèse

<b>Enjeu</b> La crédibilité et la reconnaissance de la qualité de l'enseignement collégial et de sa pertinence			
<b>Axe d'intervention</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Résultats 2007-2008</b>
La connaissance du mandat de la Commission	S'assurer que les publics visés connaissent le mandat de la Commission	Taux de connaissance du mandat de la Commission par les publics visés	Travaux préparatoires en cours
La connaissance des travaux de la Commission	S'assurer que les publics visés connaissent les travaux d'évaluation de la Commission et les progrès réalisés à la suite de ces évaluations	Nombre de personnes appartenant aux publics visés qui ont participé aux activités de présentation du rapport synthèse publié à la fin de chacune des opérations d'évaluation  Nombre de personnes appartenant aux publics visés qui ont demandé à recevoir copie d'un rapport synthèse	Travaux préparatoires en cours

**Le témoignage de la Commission auprès de ses publics cibles**

En vertu de sa loi constitutive, la Commission doit rendre ses rapports d'évaluation publics de la manière qu'elle juge appropriée (art. 18). Afin de répondre de la meilleure façon possible à cette obligation légale, la Commission a décidé, dès la mise en ligne de son site Internet en mars 1997, d'y déposer tous les rapports d'évaluation qu'elle transmet aux collègues et au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Cette façon de faire s'applique également aux rapports synthèses sur chacune des opérations complétées par la Commission, aux rapports annuels de gestion ainsi qu'à tous les documents qu'elle produit à l'intention des collègues pour les soutenir dans les démarches d'autoévaluation qu'elle leur demande de réaliser. La Commission a voulu ainsi rendre accessibles, au plus grand nombre possible, outre la présentation de son mandat et de sa mission, les processus d'évaluation qu'elle privilégie et le résultat de ses travaux.

Lors de la consultation menée auprès des collègues et des principaux partenaires de la Commission en 2006, la très grande majorité des personnes ayant émis une opinion ont souligné la qualité du site Internet de la Commission tout en déplorant le fait que sa mission, son mandat et le résultat de ses travaux étaient globalement méconnus du grand public, des étudiants et du personnel des collèges. Sensible à ces préoccupations, la Commission en a fait le centre de la troisième orientation de son plan stratégique. Au cours des prochaines années, elle se propose donc de mieux faire connaître son rôle et d'accroître l'efficacité de son témoignage public. À cet effet, la Commission a élaboré et adopté un plan de communication quinquennal – correspondant à la durée de son plan stratégique – qui prend en compte les résultats de la consultation. Dans un premier temps, elle entend privilégier les actions qui lui permettront de rejoindre de façon plus particulière le personnel des collèges, incluant les directions, et les organismes reliés à l'enseignement collégial.

Au cours de l'année, la Commission a amorcé les travaux relatifs à l'identification de nouvelles façons de faire connaître la Commission auprès de ses divers publics et plus précisément auprès des professeurs. Lors des huit séances de formation données aux personnes devant participer à ses travaux à titre d'experts<sup>16</sup>, elle a demandé aux professeurs présents de remplir un questionnaire portant sur les moyens à privilégier pour les rejoindre efficacement. Cet exercice devrait déboucher sur diverses actions à entreprendre au cours de la prochaine année, notamment lorsque la Commission rendra public son rapport synthèse sur *l'Opération 2005 en évaluation de programme*.

## Quatrième orientation

### Contribuer au maintien des capacités des collèges en matière d'évaluation

Tableau synthèse

Enjeu La qualité des évaluations menées par les collèges			
Axe d'intervention	Objectifs stratégiques	Indicateurs	Résultats 2007-2008
L'accompagnement des collèges	Dans le respect de l'autonomie des collèges et de l'indépendance de la Commission, assurer aux collèges l'accompagnement requis pour la réalisation d'évaluations rigoureuses et utiles lors des opérations demandées par la Commission	Taux de satisfaction des collèges quant à l'accompagnement offert	Rencontre de la moitié (7/14) des nouveaux directeurs des études  5 répondants au questionnaire et 4 se sont déclarés globalement satisfaits

### L'accompagnement des collèges

Dès le départ, la Commission a voulu accompagner les collèges dans leurs travaux d'évaluation tout en respectant leur autonomie et en préservant son indépendance. Cette volonté s'est notamment concrétisée par la tenue de rencontres d'information au début de chaque opération d'évaluation ou encore, par l'entretien de contacts réguliers avec les intervenants dans les collèges en particulier par le biais des analystes chargés, entre autres choses, de répondre à leurs interrogations sur les évaluations que la Commission leur demande de réaliser.

À ce jour, la Commission a conduit et complété onze opérations d'évaluation<sup>17</sup> dans le réseau et les collèges ont ainsi été amenés à développer une expertise importante en cette matière. Le maintien de cette expertise, variable d'un collège à l'autre, est toutefois menacé par les nombreux mouvements de personnel et par les départs à la retraite observés au cours des dernières années. À titre d'exemple, 12 directeurs généraux et 21 directeurs des études occupent pour la première fois une telle fonction dans un collège depuis juillet 2006 et 14 d'entre eux sont entrés en fonction au cours de la dernière année.

16. Il s'agit ici des séances de formation données dans le cadre de l'opération consacrée à l'évaluation de l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages (PIEA).

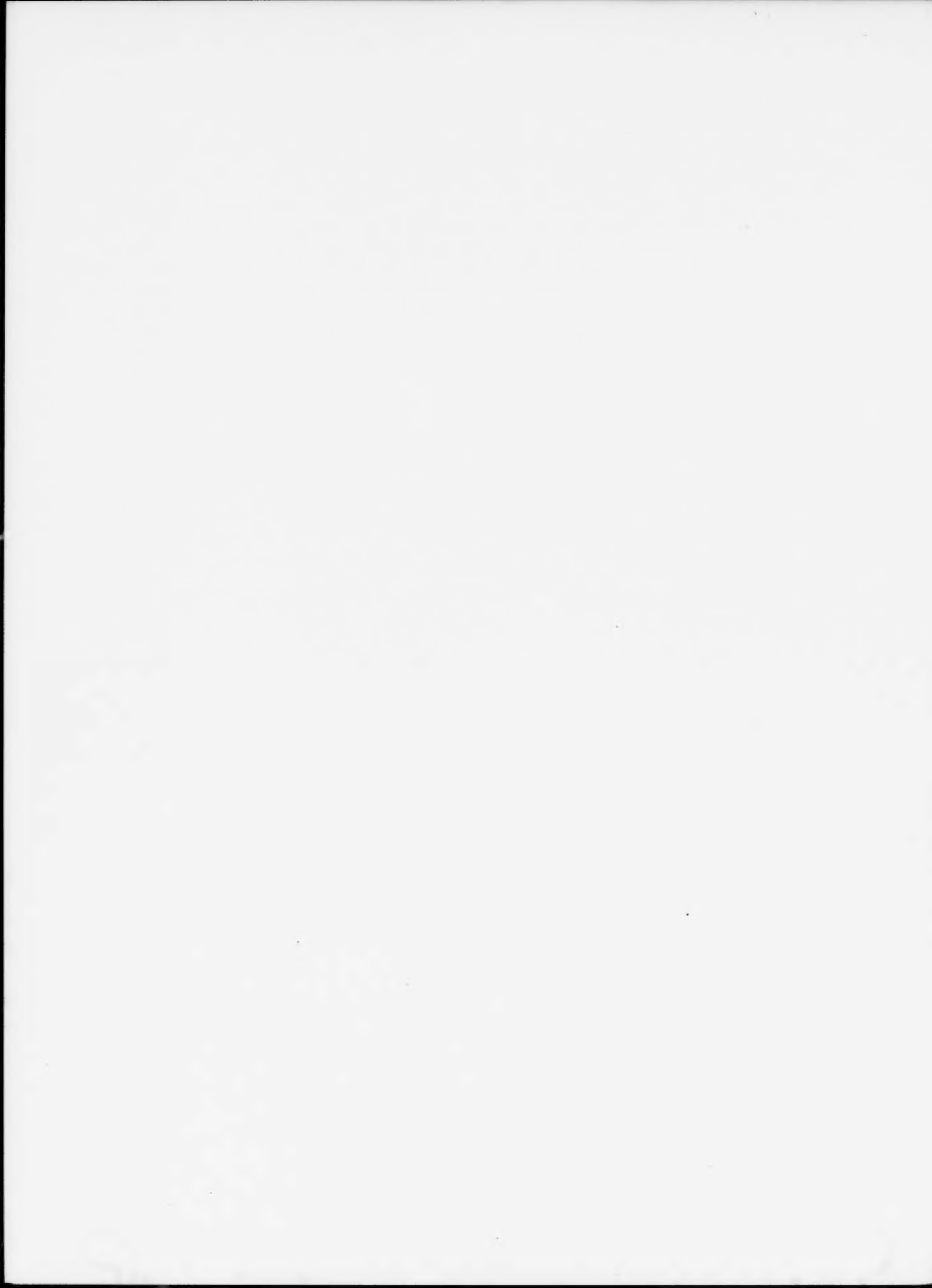
17. L'évaluation des documents officiels – politiques, plans de réussite et plans stratégiques – n'est pas comptabilisée ici.

L'ampleur du phénomène incite la Commission à maintenir les activités de soutien qu'elle offre déjà aux collègues et à accorder, au cours des prochaines années une attention particulière aux personnes nouvellement en poste qui ont peu d'expérience en évaluation ou qui connaissent peu le mandat et les travaux de la Commission.

Outre les séances d'information organisées dans le cadre de l'évaluation de l'application des politiques institutionnelles d'évaluation des apprentissages<sup>18</sup>, la Commission a tenu deux autres séances à l'intention des directeurs des études et la moitié de ceux entrés en fonction en 2007-2008 (7/14) y ont participé. Lors de ces rencontres, la Commission a présenté, notamment son mandat, la philosophie sur laquelle repose son action, ses processus d'évaluation et les suites que les collègues doivent donner à ses évaluations. Cinq des sept personnes ayant participé à ces rencontres ont rempli un questionnaire sur l'appréciation de la rencontre – objet, forme, déroulement, utilité – et à une exception près, la rencontre a globalement répondu à leurs attentes. Le petit nombre de participants a toutefois été mentionné comme étant un frein à des échanges plus en profondeur entre les personnes présentes.

---

18. Voir la présentation de cette opération à la page 21.



# Chapitre 3

## Autres résultats au regard des travaux d'évaluation réalisés en 2007-2008

Au cours de l'année, la Commission a réalisé des travaux d'évaluation autres que ceux spécifiés dans son plan stratégique 2007-2011. Ces travaux portent sur l'opération d'évaluation de programme amorcée en 2005, sur les suites données par les collèges à ses recommandations, ainsi que sur l'évaluation de certains documents officiels – les plans stratégiques, les plans de réussite et les politiques d'évaluation – que les collèges sont tenus de lui remettre pour évaluation.

### Évaluation de programme – Opération 2005

Tableau synthèse

<b>Orientation</b> Contribuer à l'amélioration de la pertinence et de la qualité des programmes d'études en aidant les établissements à améliorer la qualité de la formation offerte			
<b>Axe d'intervention</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Résultats 2007-2008</b>
Évaluation d'un programme — défini en objectifs et standards — choisi et évalué par chaque collège à partir de sa politique institutionnelle d'évaluation des programmes (PIEP)	Évaluer le programme choisi par chaque collège et évaluer la PIEP des collèges n'ayant pas déjà démontré son efficacité  Compléter la visite des collèges et leur transmettre leur rapport d'évaluation respectif  Mener à terme les travaux liés à la synthèse de cette opération	Nombre de visites  Nombre de rapports transmis  Publication du rapport synthèse	2 visites qui complètent le nombre de visites à effectuer  30 rapports d'évaluation transmis à 24 collèges différents  Travaux en cours (à l'étape de l'adoption du rapport)

Dans le cadre de cette opération, la Commission a demandé aux collèges publics et privés subventionnés d'utiliser leur politique d'évaluation des programmes (PIEP) et de procéder à l'autoévaluation de l'un ou l'autre de leurs programmes conduisant au diplôme d'études collégiales. Elle leur a aussi demandé de privilégier un programme élaboré par compétences, préférablement *Sciences de la nature* ou l'un des programmes des techniques physiques ou biologiques. La Commission a également indiqué aux collèges que leur rapport devait comprendre au moins les éléments suivants : une appréciation de la pertinence et de la cohérence du programme, des méthodes pédagogiques, de l'évaluation des apprentissages et de l'efficacité du programme. Cette opération touche 72 collèges et ces derniers devaient remettre leur rapport avant la fin de l'année scolaire 2004-2005.

Par ailleurs, certains collèges appliquaient pour la première fois leur PIEP et la Commission leur a demandé de joindre au rapport d'autoévaluation de leur programme une brève appréciation de l'efficacité de l'application de leur politique. Elle a adressé la même demande aux collèges qui devaient reprendre cet exercice, à la suite de l'opération sur l'application de la PIEP réalisée en 1998-2002<sup>19</sup>.

Au cours de l'année, la Commission a complété les visites de collèges – deux visites – chacune durant habituellement une journée et demie. Elle a également transmis 30 rapports d'évaluation (9 dans leur version préliminaire et 21 dans leur version définitive) à 24 collèges différents.

En juin 2008, la Commission a présenté un projet de rapport synthèse aux membres du comité consultatif qui l'a assistée dans les travaux relatifs à cette opération afin de recueillir leurs commentaires. Après cette rencontre, le comité a mis fin à ses travaux.

Deux collèges n'ayant pas encore transmis leur rapport d'autoévaluation ont convenu avec la Commission de le lui remettre en juin 2009 pour l'un, et en octobre 2010 pour l'autre. Dans l'ensemble, cette opération s'est bien déroulée et a rejoint en grande partie les objectifs que la Commission s'était fixés au début de l'année. L'Annexe V (page 58) présente la situation, au 30 juin 2008, pour chacun des collèges touchés par cette évaluation.

## Les suites données aux évaluations de la Commission

Tableau synthèse

<b>Orientation</b> Assurer le suivi approprié aux évaluations de la Commission qui requièrent des suites de la part des collèges			
<b>Axe d'intervention</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Résultats 2007-2008</b>
Évaluation des suites données par les collèges	<p>Relancer les établissements n'ayant pas donné, dans le délai requis, des suites appropriées aux recommandations de la Commission</p> <p>Évaluer les suites données et transmettre aux collèges concernés leur rapport d'évaluation respectif</p>	<p>Nombre de rapports de suivis reçus des collèges</p> <p>Nombre de rapports d'évaluation transmis aux collèges</p> <p>Nombre d'opérations complétées</p>	<p>14 rapports de suivi reçus</p> <p>6 rapports d'évaluation transmis</p> <p>4 des 7 opérations concernées en évaluation de programme sont complétées, dont 3 en 2007-2008</p>

Chaque année, la Commission s'assure que les collèges donnent des suites à ses recommandations, qu'il s'agisse d'une réévaluation demandée, d'une autoévaluation en retard ou encore, des suites comme telles. Dans le cadre de sa planification stratégique, la Commission a fait, à l'automne 2007, une relance auprès de tous les collèges afin d'avoir un portrait juste de la situation au regard des suites à donner à ses évaluations<sup>20</sup>.

19. Voir la page 36 du présent chapitre.

20. Les résultats de la relance sont présentés à la page 25 du présent rapport.

Un peu plus du tiers des rapports de suivi transmis par les collèges au cours de l'année (14/39) l'ont été après le délai qui leur était imparti<sup>21</sup>. La Commission a examiné six de ces rapports<sup>22</sup> et dans cinq cas, elle a jugé que les collèges concernés avaient corrigé de façon satisfaisante la situation observée lors de l'évaluation.

À l'exception des opérations d'évaluation en cours et de celles qui sont traitées spécifiquement dans ce rapport – l'Opération 2005 en évaluation de programme et l'évaluation institutionnelle –, trois des sept opérations en évaluation de programme ne sont pas encore terminées, à savoir *Techniques administratives, formation générale* et l'une des deux évaluations de programmes dans les établissements privés subventionnés<sup>23</sup>. Selon l'opération, le pourcentage des collèges actifs dont le processus d'évaluation est terminé varie entre 88 % et 95 %. Au total, douze collèges différents ont encore des suites à donner et deux d'entre eux doivent le faire également en *Techniques administratives* et en *formation générale*. Enfin, un collège doit procéder à la réévaluation de son programme.

Pourcentage des dossiers complétés<sup>24</sup> selon l'opération  
et pour les collèges actifs au 30 juin 2008<sup>25</sup>

Opération (années de l'évaluation)	% des dossiers complétés
Techniques administratives (1996-1999)	95 %
Évaluation des programmes dans les établissements privés non subventionnés (2001-2003)	89 %
La composante de la formation générale des programmes d'études (1997-2000)	88 %

Le processus d'évaluation est considéré comme incomplet tant que l'établissement n'a pas donné des suites appropriées à toutes les recommandations qui lui ont été adressées. À cet effet, la Commission lui demande de produire, dans un délai requis, un rapport ou de fournir de l'information complémentaire sur les actions prises et sur les mesures mises en place pour corriger les lacunes observées. Des établissements doivent parfois produire plusieurs rapports avant de répondre aux exigences de la Commission. Dans la majorité des cas, la Commission estime que les collèges donnent des suites adéquates.

21. Sont exclues ici les suites données dans les délais requis pour l'opération en évaluation de programme ainsi que les suites données à l'évaluation institutionnelle dont il est question dans la section consacrée à l'impact des travaux de la Commission sur les collèges, à la page 24.

22. Les rapports évalués concernent les suivis donnés après le délai requis pour les opérations suivantes : Opération 2005 en évaluation de programme (2), Techniques administratives (1), Informatique (1), Sciences humaines (1), programmes conduisant à une attestation des études collégiales (1).

23. L'Annexe VI présente l'état de situation pour chacune de ces opérations.

24. Lorsqu'un collège a donné des suites appropriées à toutes les recommandations contenues dans un rapport d'évaluation, le dossier est complété.

25. L'opération actuellement en cours en évaluation de programme n'est pas comptabilisée ici.

Pourcentage des rapports contenant au moins une recommandation pour les opérations d'évaluation complétées au 30 juin 2008<sup>26</sup>

Opération (années de l'évaluation)	Nombre de collèges touchés	% de rapports avec recommandations
Évaluation des programmes dans les établissements privés non subventionnés (1997-1999)	23	83,3 %
Techniques d'éducation en services de garde (1994-1996)	31	75,6 %
Sciences humaines (1995-1997)	64	75,0 %
Informatique (1994-1996)	54	71,6 %

À ce jour, quatre opérations sont complétées, dont trois l'ont été en 2007-2008 : il s'agit de l'évaluation des programmes *Sciences humaines* et *Informatique* qui, dans les deux cas, a été complétée en septembre 2007 et de la première opération en *évaluation des programmes dans les établissements privés non subventionnés*, cette dernière ayant été complétée en juin 2008. Plus de 70 % des rapports d'évaluation transmis aux collèges dans le cadre de chacune de ces opérations contenaient au moins une recommandation.

## Plans stratégiques des cégeps incluant les plans de réussite

Tableau synthèse

<b>Orientation</b> Contribuer à l'amélioration de l'efficacité potentielle des plans en aidant les cégeps à se doter d'un plan stratégique utile et efficace			
Axe d'intervention	Objectifs	Indicateurs	Résultats 2007-2008
Évaluation de l'efficacité potentielle du plan et de sa conformité aux exigences de la loi	Évaluer les plans stratégiques au rythme de leur envoi par les cégeps et transmettre aux cégeps concernés leur rapport d'évaluation respectif	Nombre de plans reçus  Nombre de rapports transmis	4 plans reçus  4 rapports transmis, dont une version préliminaire d'un rapport

La Commission évalue les plans stratégiques des cégeps ou l'actualisation de ces plans au fur et à mesure de leur transmission et elle examine alors la conformité du plan à la loi et son efficacité potentielle. Lorsqu'il s'agit d'un premier plan, la Commission procède en deux étapes afin d'apporter un soutien particulier au cégep concerné et elle lui transmet d'abord une version préliminaire de son rapport d'évaluation. Dans le cas d'un plan actualisé, la Commission l'examine dans la mesure où des modifications importantes ont été apportées aux orientations et aux objectifs<sup>27</sup>.

26. L'Annexe VI présente la liste des collèges encore actifs qui ont participé à ces opérations.

27. Le processus et l'évaluation de l'efficacité réelle d'un plan stratégique sont respectivement présentés aux pages 16 et 22 du rapport.

En 2007-2008, la Commission a évalué quatre plans stratégiques, dont un de première génération et le cégep concerné a en main la version préliminaire du rapport de la Commission. Dans les autres cas, elle a transmis un rapport définitif à chacun des cégeps et elle a jugé que deux de ces trois plans étaient conformes aux dispositions de la loi et potentiellement efficaces.

## Plans de réussite des collèges privés subventionnés

Tableau synthèse

<b>Orientation</b> Contribuer à l'augmentation de la réussite scolaire en aidant les collèges à se doter d'un plan de réussite efficace			
<b>Axe d'intervention</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Résultats 2007-2008</b>
Évaluation des plans de réussite des collèges privés subventionnés	Évaluer les plans de réussite au rythme de leur envoi par les collèges et transmettre aux collèges concernés leur rapport d'évaluation respectif	Nombre de plans reçus  Nombre de rapports transmis	2 plans reçus  2 rapports d'évaluation transmis

Les collèges privés subventionnés ne sont pas tenus d'adopter un plan de réussite. Toutefois, ils peuvent le faire pour bénéficier de l'aide financière accordée à l'intérieur d'une annexe budgétaire. Dans ces cas-là, la Commission évalue les plans qui lui sont transmis et elle se prononce alors sur la rigueur ainsi que sur l'efficacité potentielle du plan à permettre l'atteinte des objectifs déterminés et la prise en charge institutionnelle de la réussite des étudiants et étudiantes<sup>28</sup>.

Au cours de l'année, la Commission a évalué deux plans d'aide à la réussite et elle a jugé que les deux plans devraient permettre aux collèges en question de bien soutenir la réussite et la diplomation de leurs étudiants.

## Politiques institutionnelles et suites données à l'évaluation de leur application

Tableau synthèse

<b>Orientation</b> Contribuer au développement de la qualité de l'évaluation institutionnelle en aidant les collèges à se doter de politiques efficaces et équitables			
<b>Axe d'intervention</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Indicateurs</b>	<b>Résultats 2007-2008</b>
Évaluation du contenu des politiques d'évaluation des apprentissages et de l'efficacité potentielle de celles relatives aux programmes ainsi que leur application	Poursuivre l'évaluation de ces politiques au rythme de leur réception et transmettre aux collèges concernés leur rapport d'évaluation respectif	Nombre de politiques reçues  Nombre de rapports transmis  Suites données à l'évaluation de l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des programmes (PIEP) réalisée entre 1998-2002	4 PIEP et 6 PIEA reçues  4 rapports d'évaluation transmis (1 PIEP et 3 PIEA)  Opération terminée pour 94 % des collèges visés

28. Le processus et l'évaluation de l'efficacité réelle d'un plan de réussite sont respectivement présentés aux pages 16 et 21 du rapport.

## La politique institutionnelle d'évaluation des programmes (PIEP)

La Commission analyse le *contenu* de la politique et elle se prononce sur son efficacité potentielle. L'évaluation de son *application* lui permet de porter un jugement sur la capacité du collège de réaliser une évaluation efficace en conformité avec sa propre politique. L'application de la politique est habituellement évaluée dans le cadre d'une opération spécifique, comme ce fut le cas en 1998-2002 dans les collèges décernant le diplôme d'études collégiales.

À deux exceptions près, tous les collèges publics et privés subventionnés et la moitié des collèges privés non subventionnés ont une PIEP qui a été examinée par la Commission. Plus de la moitié des cégeps (57,7 %) et près de 43 % des collèges privés subventionnés lui ont d'ailleurs soumis une deuxième version de leur politique.

En 2007-2008, la Commission a reçu quatre PIEP dont trois politiques révisées et elle en a évalué une. Elle a jugé que cette politique contenait des éléments qui assurent la prise en compte de l'évaluation dans la gestion des programmes d'études et qui sont de nature à encadrer efficacement cette évaluation.

Au 30 juin, seize établissements n'avaient pas encore transmis leur politique : un collège privé subventionné, quatorze collèges privés non subventionnés et un autre établissement relevant d'une université (voir l'Annexe VII, page 69). Les actions entreprises par la Commission au cours de l'année pour faire en sorte que ces collèges se conforment à la réglementation en adoptant le plus rapidement possible leur propre politique sont présentées dans la section consacrée au système d'assurance qualité des collèges, à la page 20 du rapport.

## Les suites à l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des programmes (PIEP)

Au 30 juin 2008, le processus d'évaluation est terminé pour 94 % (78/83) des collèges touchés par l'évaluation de l'application de la PIEP réalisée entre 1998 et 2002. La Commission a demandé aux collèges n'ayant pas encore démontré l'efficacité de leur politique de le faire lors de l'Opération 2005 en évaluation de programme, puisqu'ils devaient alors compléter cette évaluation à l'aide de leur PIEP<sup>29</sup>. Les 20 collèges visés par cette demande devaient joindre, au rapport d'autoévaluation de leur programme, un bref rapport sur l'efficacité de l'application de leur politique. Au 30 juin, quatre d'entre eux n'ont pas encore transmis leur rapport : deux le feront d'ici 2010 et deux autres, à une date ultérieure non précisée. Enfin, un collège a encore des suites à donner au rapport de la Commission. L'Annexe VII présente la situation pour chacun des collèges touchés, à la page 66.

## La politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages (PIEA)

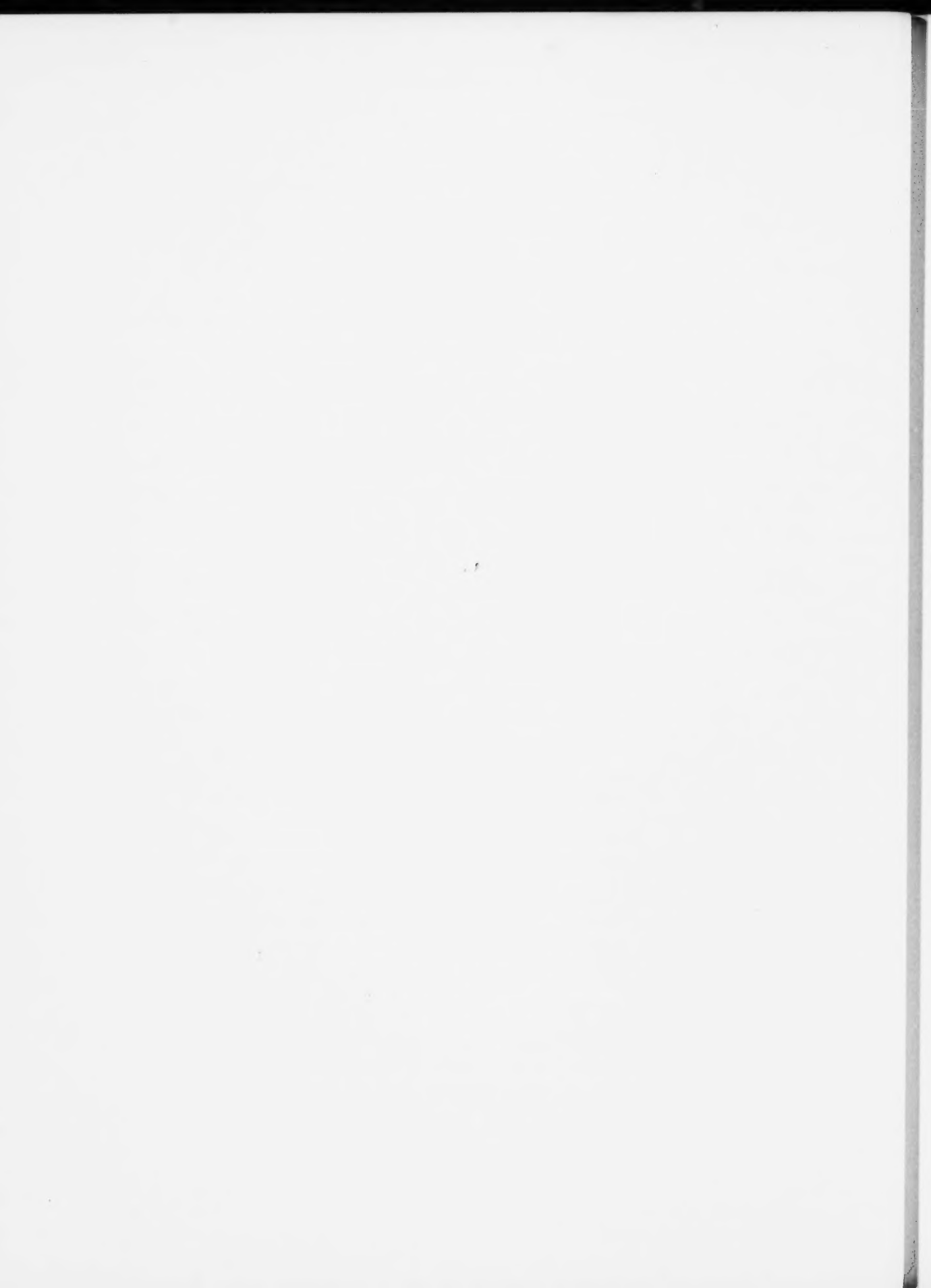
La Commission évalue le *contenu* de la politique et vérifie si elle répond aux exigences du Règlement sur le régime des études collégiales et aux critères d'évaluation de la Commission. L'*application* de la PIEA est évaluée partiellement par la Commission lors de ses évaluations de programme. Une opération spécifique a été lancée au printemps 2005 et elle est présentée à la page 21 du présent rapport.

29. Voir la présentation de cette opération à la page 31.

À deux exceptions près, tous les collèges ont une politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages évaluée par la Commission. Au 30 juin 2008, un peu plus de 89 % des collèges ont transmis à la Commission une deuxième version de leur politique et près de 60 %, une troisième. Toutes les politiques actuellement en vigueur, sauf celles de sept établissements, ont été jugées satisfaisantes ou entièrement satisfaisantes. Les sept collèges en question ont reçu un rapport contenant au moins une recommandation. Ils doivent y donner des suites appropriées et transmettre ensuite la nouvelle version de leur politique à la Commission pour évaluation.

Durant l'année, la Commission a reçu six politiques révisées et elle en a évalué la moitié. Deux d'entre elles ont été jugées partiellement satisfaisantes et l'autre, insatisfaisante. Le résultat de ces évaluations est présenté à l'Annexe VII, à la page 68.

Au 30 juin dernier, deux établissements – un privé subventionné et un privé non subventionné – n'avaient pas encore transmis à la Commission le texte de leur politique.



# Chapitre 4

## Ressources de la Commission au 31 mars 2008

### Les ressources humaines

L'effectif permanent autorisé de la Commission est de 25 postes réguliers et l'effectif utilisé est de 27 postes<sup>30</sup>:

- 4 hors cadre;
- 1 cadre;
- 14 professionnels et professionnelles;
- 4 agentes de secrétariat;
- 1 technicienne en administration;
- 1 agente de bureau;
- 1 opérateur en informatique;
- 1 poste vacant.

### Mouvements du personnel

Durant l'année, la Commission a embauché une professionnelle sélectionnée parmi les personnes inscrites sur la liste de déclaration d'aptitudes ainsi que du personnel occasionnel, dont une professionnelle (remplacement d'un congé de maladie) et une agente de secrétariat (congé de maternité).

### Représentativité des femmes

Les femmes représentent 57,7 % de l'ensemble des employés (15/26) en poste au 31 mars<sup>31</sup>.

Représentativité des femmes

	2005-2006		2006-2007		2007-2008	
Hors cadre	2/4	50,0 %	1/4	25,0 %	1/4	25,0 %
Personnel d'encadrement	0/1	00,0 %	0/1	00,0 %	0/1	00,0 %
Personnel professionnel	8/13	61,5 %	9/14	64,2 %	8/14	57,1 %
Fonctionnaires	7/8	87,5 %	6/7	85,7 %	6/7	85,7 %

30. Deux postes utilisés et non comptabilisés dans l'effectif permanent autorisé sont occupés par des commissaires nommés par le gouvernement.

31. Un poste est vacant au 31 mars 2008.

## Égalité en emploi et rajeunissement de la fonction publique

La personne embauchée au cours de l'année est issue des groupes ciblés par le gouvernement<sup>32</sup> pour favoriser l'accès à l'emploi.

Trois personnes s'inscrivent dans le groupe d'âge des moins de 34. La représentativité des jeunes par rapport au personnel régulier au 31 mars 2008 est égale à celle des deux dernières années, soit 12 %.

### Représentativité des moins de 34 ans

	2005-2006		2006-2007		2007-2008	
34 ans et moins	3	12,0 %	3	12,0 %	3	12,0 %
35 ans à 54 ans	19	73,0 %	18	69,0 %	15	57,7 %
55 ans et plus	4	15,0 %	5	19,0 %	8	30,8 %

## Formation et développement des ressources humaines

En 2007-2008, la Commission a consacré 48 173 \$ à la formation et au développement du personnel (incluant la rémunération), ce qui représente une augmentation de plus de 3,5 % par rapport à l'argent investi à ce chapitre au cours de l'année précédente. Dix-sept employés (62,9 % de l'effectif utilisé) ont participé à au moins une activité de formation pour un total de 104 jours. Par rapport à l'année précédente, cela représente une diminution assez importante autant pour le nombre de personnes touchées (17,9 %) que pour le nombre de jours de formation accordés (12,3 %). La Commission a consacré aux activités de développement du personnel 2,6 % de la masse salariale et dépasse ainsi largement la cible gouvernementale fixée à 1 %.

### Budget consacré à la formation et au développement du personnel

Années	Personnel		Coûts	Nombre de jours de formation	Pourcentage de la masse salariale (%)
	Nombre	%			
2004-2005	18	64,3	41 446 \$	93	2,3
2005-2006	16	61,5	34 618 \$	81,4	2,1
2006-2007	21	80,8	46 524 \$	116,8	2,7
2007-2008	17	62,9	48 173 \$	104	2,6

En 2007-2008, un peu plus de 69,7 % des dépenses consacrées à la formation et au développement des ressources humaines se retrouve dans les domaines *administration et congrès, colloques et conférences*.

32. Les communautés culturelles, les autochtones, les anglophones et les personnes handicapées.

## Représentativité des moins de 34 ans

Domaines de formation	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
	Pourcentage des dépenses (%)			
Informatique et bureautique	4,0	0,0	4,2	18,5
Administration	24,1	41,0	13,2	24,6
Communication	10,0	12,9	5,5	8,3
Congrès, colloques et conférences	59,3	44,7	76,0	45,1
Autres	2,6	1,4	1,1	3,5

## Aide à la personne

En matière de services d'aide à la personne, la Commission a une entente de services avec la Direction des ressources humaines du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport. Les données relatives à cette aide sont donc intégrées à celles du Ministère.

## Les ressources financières

En 2007-2008, la Commission disposait d'un budget de 2 168 200 \$, ce qui correspond à une augmentation de 0,6 % par rapport au budget de l'année précédente. La Commission a terminé l'exercice financier avec un excédent. Les dépenses pour l'année se répartissent de la façon suivante :

- 79 % : « traitement »;
- 20 % : « fonctionnement »;
- 1 % : « amortissement ».

## Budget de fonctionnement de la Commission (en milliers de \$)

Catégories	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	Variation
Traitement	1 765,5	1 660,3	1 700,5	1 713,7	0,7 %
Fonctionnement	467,6	441,3	437,5	437,5	0,0 %
Amortissement	19,0	22,0	17,0	17,0	0,0 %
TOTAL	2 252,1	2 123,6	2 155,0	2 168,2	0,6 %

## Les frais occasionnés par l'utilisation d'experts externes à la Commission

Chaque année, la Commission fait appel à des personnes bénévoles qui proviennent en majorité des collèges et du milieu socioéconomique afin de l'aider dans la réalisation de ses travaux d'évaluation. En 2007-2008, soixante-deux personnes l'ont assistée à titre d'expert externe ou encore, de membre d'un comité consultatif. Les frais occasionnés par les visites d'établissements, les réunions des comités, s'élèvent à 60 596 \$, ce qui représente 13,8 % du budget de fonctionnement.

## **Les ressources informationnelles**

Au cours de l'année, la Commission a consacré 23 494 \$ au soutien et au développement de ses ressources informationnelles :

- 2 235 \$ affectés au développement du système d'information et de gestion;
- 7 975 \$ consacrés à l'acquisition des mises à jour et les droits d'utilisation pour différents logiciels;
- 13 284 \$ consacrés au développement de son parc informatique.

---

# Chapitre 5

## **Exigences législatives et gouvernementales**

### **Rapport d'activités**

En vertu de l'article 22 de sa loi constitutive, la Commission doit, chaque année, soumettre au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport un rapport de ses activités pour l'année scolaire se terminant le 30 juin. Comme l'essentiel de ses activités sert de base au contenu des deux chapitres consacrés à la présentation des résultats, il est question ici uniquement des autres activités réalisées au cours de l'année.

### **Réunions de la Commission**

Du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 30 juin 2008, la Commission a tenu 14 réunions totalisant 11 jours. Lors de ces réunions, elle a adopté 61 rapports d'évaluation, dont dix dans leur version préliminaire.

### **Publications**

Au cours de l'année, la Commission a adopté et publié quatre documents élaborés à l'intention des collègues dans le cadre de l'évaluation de l'efficacité des plans stratégiques des cégeps et de celle des plans de réussite des collèges privés subventionnés. Il s'agit d'un document d'orientation et d'un cadre d'analyse respectifs à chacune de ces opérations. Comme le stipule l'article 3 de sa Politique linguistique, ces documents ont été traduits en version anglaise. La Commission a également publié son rapport annuel de gestion 2006-2007 et son Plan stratégique 2007-2011. Ces documents ont été déposés à l'Assemblée nationale en mars 2008 pour le premier et en mai pour le second. La liste complète des publications de la Commission est présentée à l'Annexe VIII, page 70.

### **Communications**

La Commission a continué d'alimenter son site Internet en y plaçant le résultat de ses évaluations. Il compte près de 1 750 rapports d'évaluation adressés aux collègues, ainsi que tous les autres documents officiels de la Commission.

## Relations avec divers organismes

Tout au long de l'année, la Commission a été en contact avec divers intervenants ou organismes concernés par l'enseignement collégial et par l'évaluation, soit en donnant des conférences, en participant à des colloques ou encore, en rencontrant des représentants et représentantes de l'un ou l'autre des organismes suivants :

- l'Association des collèges privés du Québec;
- l'Association québécoise de pédagogie collégiale;
- l'Association Dialogue collèges/universités;
- le Conseil des collèges privés non subventionnés;
- le Conseil supérieur de l'éducation;
- la Fédération autonome du collégial (FAC);
- la Fédération des cégeps et ses diverses instances;
- la Fédération des enseignantes et des enseignants de cégep (FEC);
- la Fédération étudiante des collèges du Québec (FECQ);
- La Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ)
- l'Université Laval.

La Commission a également reçu deux missions d'études étrangères, l'une provenant du Cameroun et l'autre du Sénégal. Lors de ces rencontres, elle a présenté son mandat, sa mission et ses processus et plus particulièrement celui concernant les évaluations de programme.

## Politique linguistique

Conformément à la Politique gouvernementale relative à l'emploi et à la qualité de la langue française dans l'administration publique, la Commission a adopté, en juin 2007, une politique linguistique qu'elle a présentée à son personnel au début de l'automne suivant.

## Protection des renseignements personnels et accès à l'information

Au cours de l'exercice financier 2007-2008, la Commission a reçu une demande d'accès à l'information conformément aux dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Lors de l'exercice précédent, elle avait également reçu une telle demande.

Les droits d'accès aux fichiers informatiques contenant des renseignements personnels sont accordés de façon rigoureuse, qu'il s'agisse de l'accès aux fichiers concernant le personnel de la Commission ou à ceux regroupant les listes des experts externes qui participent aux travaux de la Commission. À cet égard, elle a défini un profil d'accès aux

renseignements personnels pour chacune des catégories d'utilisateurs de son système d'information et de gestion et elle a organisé la sécurité du système en fonction de ces profils.

## **Déclaration de services au citoyen**

La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial ne dispense pas de services directs aux citoyens.

## **Recommandations du Vérificateur général du Québec**

Aucune recommandation ne concerne la Commission.

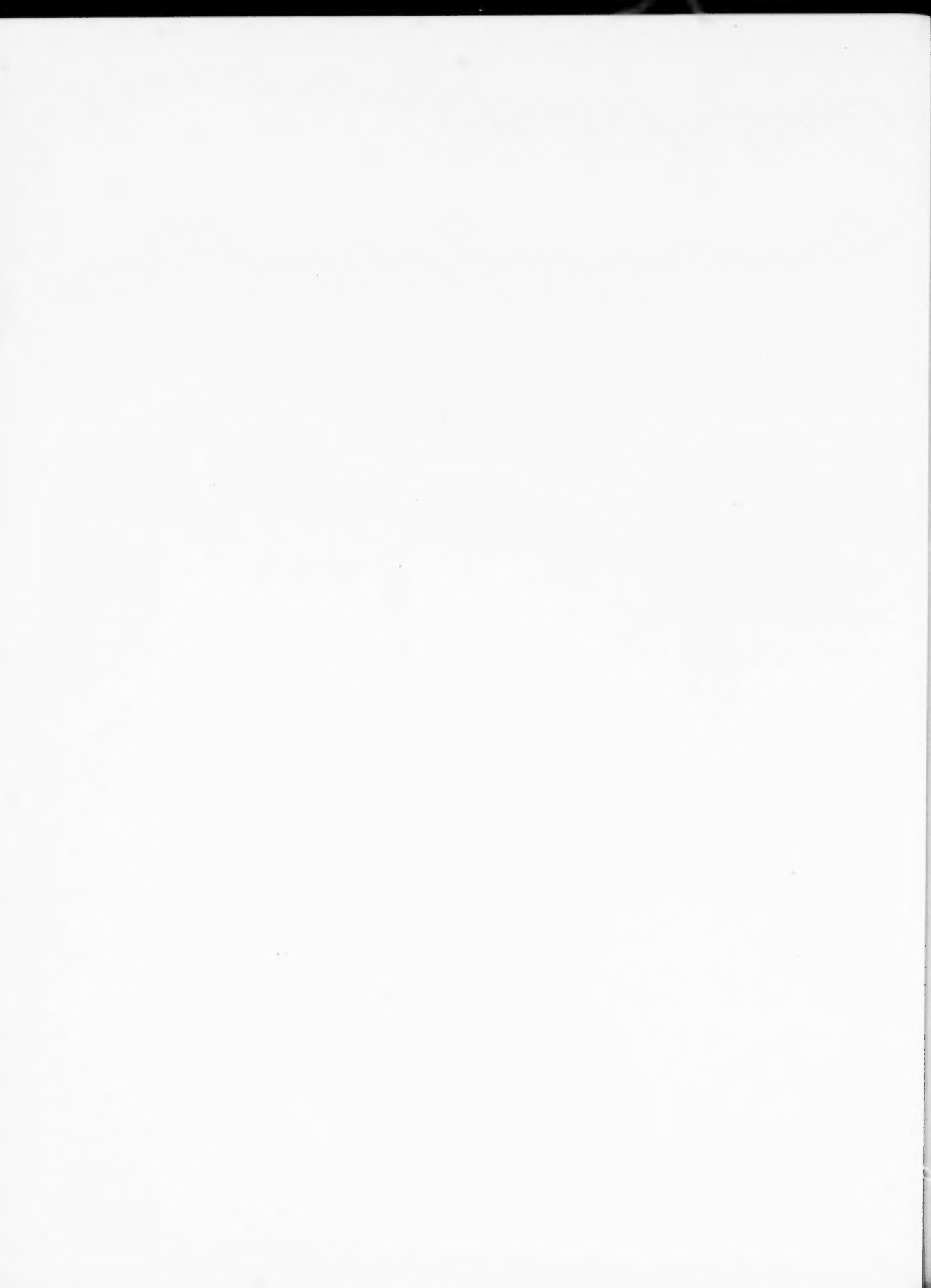
## **Éthique et déontologie**

Le code de déontologie des membres de la Commission a été adopté en avril 2000 et révisé en février 2007. Le texte se retrouve à l'Annexe IX, page 72.





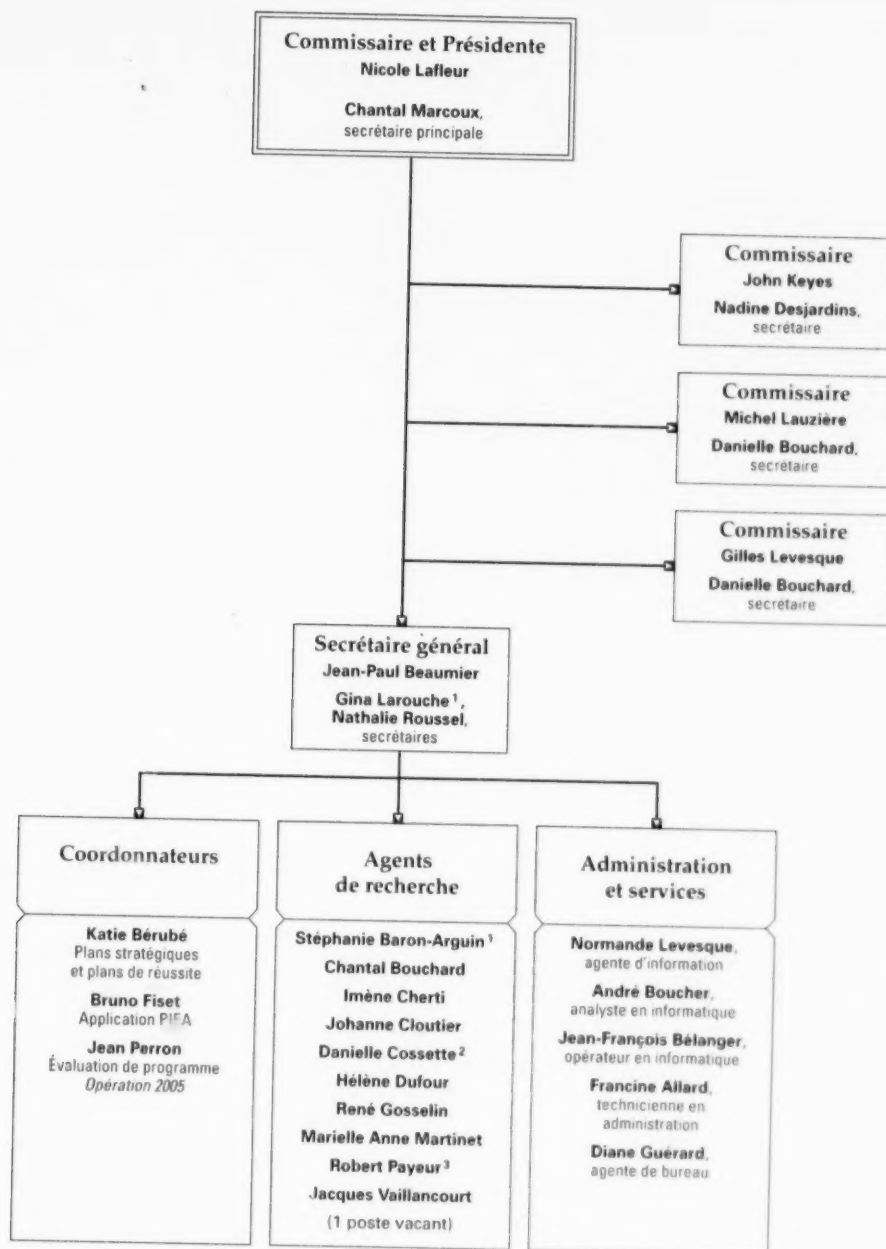
ANNEXES



## Annexe 1

# Organigramme au 31 mars 2008

### Commission d'évaluation de l'enseignement collégial



1. Personnel occasionnel.

2. Prêt de services au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport depuis le 29 octobre 2007.

3. Congé sans solde jusqu'en août 2008.

---

## Annexe II

# Comités consultatifs et experts externes

## Membres des comités consultatifs en 2007-2008

### Comité consultatif sur l'évaluation de l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages

---

**Gilles Levesque**

Commissaire

Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

**Johanne Bouchard**

Directrice générale

Académie de l'Entrepreneurship Québécois inc.

**Line Corneau**

Directrice des services aux étudiants

Cégep de Chicoutimi

**Christian Corno**

Directeur adjoint à l'enseignement

Collège Champlain – Saint-Lambert

**Raymond Genest**

Directeur des études à la retraite

Cégep de Sherbrooke

**Josée Lafleur**

Directrice des études à la retraite

Cégep de Rimouski

**Hélène Lalancette, BSc, MSc**

Professeure en biologie

Cégep de Granby Haute-Yamaska

**Catherine Larouche**

Professeure en administration scolaire

Département des sciences de l'éducation et de psychologie

Université du Québec à Chicoutimi

**Louise Martin**

Coordonnatrice du Département des soins infirmiers

Cégep de Sept-Îles

**Christian Morin**

Conseiller pédagogique

Cégep de Sainte-Foy

**Oscar Moya**

Professeur de philosophie, coordonnateur départemental

Collège François-Xavier-Garneau

**Guy Papillon**

Directeur des études

Cégep de Saint-Hyacinthe

**Élaine Simard**

Conseillère pédagogique

Collège de Rosemont

**Lise St-Pierre**

Professeure agrégée

Département de pédagogie

Faculté d'éducation

Université de Sherbrooke

**Gilles Tremblay**

Consultant en matières éducatives

**Sylvie Vézina**

Directrice des études

Collège O'Sullivan de Québec

**Jean Perron<sup>1</sup>**

Coordonnateur de projet par intérim

Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

### Comité consultatif sur l'évaluation de programme – Opération 2005

---

**John Keyes**

Commissaire

Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

**Nadine Arbour**

Chercheuse

Groupe Ecobes – Cégep de Jonquière

**Louise Balaux**

Coordonnatrice du développement pédagogique

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

**Diane de Grosbois**

Conseillère pédagogique

Collège Ahuntsic

**Daniel Gatien**

Professeur de Sciences de la nature

Cégep John Abbott

**Gilles Kirouac**

Secrétaire général à la retraite

Université Laval

**Alain Lamarre**

Adjoint à la Direction des études

Cégep du Vieux Montréal

**Éric Lavigne**

Coordonnateur du programme

Sciences, lettres et arts

Collège André-Grasset

**Jean Morin**

Directeur des études

Collège Lafleche

**Lise Ouellet**

Coordonnatrice

Cégep de Sainte-Foy

**Jean Perron**

Coordonnateur de projet

Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

---

1. Monsieur Bruno Fiset a coordonné cette opération jusqu'au 16 mai 2008.

**Comité consultatif sur l'évaluation  
de l'efficacité des plans stratégiques des cégeps  
et des plans de réussite des collèges privés  
subventionnés**

*Plans stratégiques des cégeps :*

**Michel Lauzière**  
Commissaire  
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

**Luc Amyotte**  
Professeur  
Cégep de Drummondville <sup>2</sup>

**Denise Bélanger**  
Directrice des ressources humaines  
Collège de Bois-de-Boulogne

**Marie-France Bélanger**  
Directrice des études  
Cégep de Sherbrooke

**Line Chouinard**  
Conseillère pédagogique  
Cégep de Chicoutimi

**Sylvie Desaulniers**  
Gestionnaire  
Ministère des Affaires municipales et des Régions

**Richard Filion**  
Directeur général  
Collège Dawson

**Daniel Fiset**  
Adjoint à la Direction des études  
Cégep du Vieux Montréal

**Sylvie Fortin**  
Directrice des communications et des affaires corporatives  
Collège François-Xavier-Garneau

**Marie-Johanne Lacroix**  
Directrice générale  
Cégep de Granby Haute-Yamaska

**André Morin**  
Directeur général  
Cégep de Rivière-du-Loup

**Christiane Piché**  
Vice-rectrice adjointe à la recherche  
Université Laval

**Richard Pigeon**  
Directeur des études  
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

**Claude Rivard**  
Conseiller en gestion  
CR Conseil inc.

**Serge Tessier**  
Directeur général  
Cégep de Saint-Jérôme

**Daniel Trudel**  
Coordonnateur  
Cégep Limoilou

**Katie Bérubé<sup>2</sup>**  
Coordonnatrice  
Commission de l'évaluation de l'enseignement collégial

**Comité consultatif sur l'évaluation de  
l'efficacité des plans stratégiques des cégeps  
et des plans de réussite des collèges privés  
subventionnés**

*Plans de réussite des collèges privés subventionnés :*

**Michel Lauzière**  
Commissaire  
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

**Line Chouinard**  
Conseillère pédagogique  
Cégep de Chicoutimi

**Paulette Dupuis**  
Directrice des études  
Collège Mérici

**Daniel Fiset**  
Adjoint à la Direction des études  
Cégep du Vieux Montréal

**Marie-Johanne Lacroix**  
Directrice générale  
Cégep de Granby Haute-Yamaska

**Suzanne Nadeau**  
Directrice des études  
Collège O'Sullivan de Montréal

**Richard Pigeon**  
Directeur des études  
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

**Ninon St-Pierre**  
Directrice des études  
Collège international des Marcellines

**Katie Bérubé**  
Coordonnatrice  
Commission de l'évaluation de l'enseignement collégial

2. Madame Jocelyne Bolduc a coordonné cette opération jusqu'au 8 février 2008.

## Experts externes auxquels la Commission a fait appel en 2007-2008<sup>3</sup>

### *Évaluation de programme – Opération 2005*

**Hélène Arsenault**

Professeure  
Cégep de Baie-Comeau

**Edward Berryman**

Professeur de sociologie / Sciences humaines  
Cégep de Sainte-Foy

**Jean-Pierre Bonin**

Conseiller pédagogique  
Collège Ahuntsic

**Pierre Cadieux**

Consultant en formation

**Madeleine Cauboue**

Professeure au Département des technologies du bois  
et de la forêt  
Cégep de Sainte-Foy

**Marie-Michelle Doiron**

Conseillère pédagogique  
Cégep de Rimouski

**Francis Foy**

Consultant en gestion de commerce de détail

**Marie Gagnon**

Adjointe à la Direction des études  
Collège de Maisonneuve

**Alain Huot**

Professeur en Soins infirmiers  
Cégep de Lévis-Lauzon

**Gilles Kirouac**

Secrétaire général à la retraite  
Université Laval

**Paul Lavoie**

Adjoint à la Direction des études à la retraite  
Cégep de Sherbrooke

**André Leclerc**

Directeur adjoint  
Cégep de Trois-Rivières

**François Leduc**

Professeur en Techniques administratives  
Collège Montmorency

**Jean Morin**

Directeur des études  
Collège Laflèche

**Yvan Morin**

Professeur en Techniques juridiques  
Collège François-Xavier-Garneau

**Jean-Paul Myre**

Responsable du recrutement  
Desjardins Sécurité financière

**Lise Ouellet**

Coordonnatrice  
Cégep de Sainte-Foy

**Claude Parenteau**

Professeur de musique à la retraite  
Cégep de Trois-Rivières

**Benoît Régis**

Professeur au Département de mathématiques  
Cégep de Thetford

**Michel Rioux**

Spécialiste en Sciences physiques  
Ministère des Ressources naturelles et de la Faune

**Julie Roy**

Professeure en Commercialisation de la mode  
Cégep Marie-Victorin

**Élaine Simard**

Conseillère pédagogique  
Collège de Rosemont

**Ninon St-Pierre**

Directrice des études  
Collège international des Marcellines

### **Application de la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages**

**Luc Amyotte**

Professeur  
Cégep de Drummondville

**Claude Bélanger**

Adjoint à la Direction des études  
Collège Marianopolis

**Réjean Bergeron**

Adjoint à la Direction des études  
Cégep de Sherbrooke

**Sylvie Bergeron**

Cadre à la direction à la retraite  
Cégep de Jonquière

**Johanne Bouchard**

Directrice générale  
Académie de l'Entrepreneurship Québécois inc.

**Josée Bouchard**

Analyste de la planification et de l'évaluation  
Collège régional Champlain

**Germain Bouffard**

Directeur des études à la retraite  
Cégep de Lévis-Lauzon

**Normand Bourgeois**

Conseiller pédagogique  
Collège Champlain – St. Lawrence

**Claire Branchaud**

Conseillère pédagogique à la retraite  
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

**Christian Corno**

Directeur adjoint à l'enseignement  
Collège Champlain – Saint-Lambert

3. Ces données portent sur l'exercice financier du 1<sup>er</sup> avril 2007 au 31 mars 2008.

- Florian Côté**  
Conseiller pédagogique en formation continue  
Collège d'Alma
- Andrée Déry**  
Conseillère pédagogique  
Cégep de Saint-Hyacinthe
- Jo-Anne Dittmann**  
Conseillère pédagogique  
Cégep de Granby Haute-Yamaska
- Micheline-Johanne Durand**  
Professeure adjointe  
Université de Montréal
- Hubert Fortin**  
Directeur des études à la retraite  
Collège Laflèche
- Jean-Paul Gagnon**  
Consultant en éducation
- Sylvie Garant**  
Conseillère pédagogique  
Cégep de Jonquière
- Marie Gauvin**  
Coordonnatrice et enseignante  
Cégep de Drummondville
- Raymond Genest**  
Directeur des études à la retraite  
Cégep de Sherbrooke
- Jacques Houde**  
Professeur à la retraite  
Collège de Rosemont
- Nancy Kelly**  
Directrice de la formation continue  
Collège Champlain – Saint-Lambert
- Josée Laflleur**  
Directrice générale à la retraite  
Cégep de Rimouski
- Suzie Lagrandeur**  
Professeure  
Cégep de Thetford
- Suzanne Lahaie**  
Adjointe à la Direction des études et responsable du développement pédagogique  
Collège Montmorency
- Sylvain Lambert**  
Directeur des études  
Cégep de Granby Haute-Yamaska
- Régis Larouche**  
Professeur au Département des langues et littérature à la retraite  
Cégep de Chicoutimi
- André Leclerc**  
Directeur adjoint  
Cégep de Trois-Rivières
- Louise Martin**  
Coordonnatrice à la retraite  
Cégep de Sept-Îles
- Thomas McKendy**  
Adjoint à la Direction des études  
Cégep John Abbott
- Christian Morin**  
Conseiller pédagogique  
Cégep de Sainte-Foy
- Hélène Morin**  
Professeure et coordonnatrice de programme  
Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne
- Oscar Moya**  
Professeur  
Collège François-Xavier-Garneau
- Suzanne Nadeau**  
Directrice des études à la retraite  
Collège O'Sullivan de Montréal
- Michel Paiement**  
Directeur du Campus  
Collège préuniversitaire Nouvelles Frontières
- Claude Parenteau**  
Professeur de musique à la retraite  
Cégep de Trois-Rivières
- Gilles Raïche**  
Professeur  
Université du Québec à Montréal
- Benoît Régis**  
Professeur au Département de mathématiques  
Cégep de Thetford
- Johanne Renaud**  
Directrice des études  
Collège Bart (1975)
- Jean-François Savard**  
Conseiller pédagogique  
Cégep Limoilou
- Élaine Simard**  
Conseillère pédagogique  
Collège de Rosemont
- Robert St-Amour**  
Professeur de chimie  
Collège Ahuntsic
- Ninon St-Pierre**  
Directrice des études  
Collège international des Marcellines
- François Sylvain**  
Professeur en Techniques administratives  
Cégep de Drummondville
- Mireille Vachon**  
Professeure de français  
Collège Marianopolis

---

## Annexe III

# Rapports d'évaluation transmis aux établissements en 2007-2008

---

### Évaluation de programme – Opération 2005 (30 rapports)

---

#### Rapports dans leur version préliminaire (9)

---

##### *Établissements publics (4)*

Cégep de Baie-Comeau  
Cégep de la Gaspésie et des Îles  
Cégep de Matane  
Cégep de Sherbrooke

##### *Établissements privés subventionnés (5)*

Collège Bart (1975)  
Collège Centennial  
Collège Ellis campus de Drummondville  
Collège Ellis campus de Trois-Rivières  
Collège O'Sullivan de Québec

#### Rapports définitifs (21)

---

##### *Établissements publics (16)*

Cégep de Baie-Comeau  
Cégep de Chicoutimi

Collège François-Xavier-Garneau  
Cégep de la Gaspésie et des Îles  
Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne  
Cégep de Matane  
Cégep de l'Outaouais  
Cégep de Saint-Félicien  
Cégep de Saint-Hyacinthe  
Cégep de Saint-Jérôme  
Cégep de Sainte-Foy  
Cégep de Sept-Îles  
Collège Shawinigan  
Cégep de Sherbrooke  
Cégep de Victoriaville  
Cégep du Vieux Montréal

##### *Établissements privés subventionnés (5)*

Collège Bart (1975)  
Collège Centennial  
Collège Marianopolis  
Collège O'Sullivan de Montréal  
Collège O'Sullivan de Québec

---

### Plans de réussite des collèges privés subventionnés (2 rapports)

---

#### Rapports définitifs (2)

---

Collège Jean-de-Brébeuf  
Collège Lafleche

---

### Plans stratégiques des cégeps incluant leurs plans de réussite (4 rapports)

---

#### Rapport dans sa version préliminaire (1)

---

Collège Gérald-Godin (1<sup>er</sup> plan)

#### Rapports définitifs (3)

---

Collège Ahuntsic (2<sup>e</sup> plan)  
Cégep Beauce-Appalaches (2<sup>e</sup> plan)  
Cégep de Drummondville (2<sup>e</sup> plan)

---

## Suites données aux recommandations de la Commission (18 rapports)

---

### *AEC dans les établissements privés non subventionnés (1)*

Les Ateliers de danse moderne de Montréal inc.

### *Évaluation de programme – Opération 2005 (8)*

Collège Champlain – Lennoxville  
Collège Champlain – St. Lawrence  
Collège Dawson  
Cégep de Drummondville  
Cégep de Granby Haute-Yamaska  
Collège Montmorency  
Cégep de Sorel-Tracy  
Conservatoire Lassalle

### *Informatique (1)*

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

### *Sciences humaines (1)*

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

### *Techniques administratives (1)*

Collège Édouard-Montpetit

### *Évaluation institutionnelle (6)*

Collège régional Champlain  
Collège Édouard-Montpetit  
Campus Notre-Dame-de-Foy  
Collège Bart (1975)  
Collège international des Marcellines  
Conservatoire Lassalle

---

## Politiques institutionnelles

---

### **Politiques institutionnelles d'évaluation des programmes PIEP (1 rapport)**

---

#### *Établissement public (1)*

Cégep de La Pocatière

### **Politiques institutionnelles d'évaluation des apprentissages PIEA (3 rapports)**

---

#### *Établissement public (1)*

Collège Ahuntsic

#### *Établissements privés subventionnés (2)*

Campus Notre-Dame-de-Foy  
École nationale de cirque

## Évaluations en cours au 30 juin 2008

### Application de la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages (100 établissements)<sup>4</sup>

#### Rapports dans leur version préliminaire en cours d'élaboration (21 rapports)

##### Établissements publics (4)

Cégep de Granby Haute-Yamaska  
Cégep de Rivière-du-Loup  
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu  
Cégep de Saint-Laurent

##### Établissements privés subventionnés (8)

Collège Centennial  
Collège Laflèche  
Collège Mérici  
Collège Mother House  
Collège O'Sullivan de Montréal  
Collège préuniversitaire Nouvelles Frontières  
Conservatoire Lassalle  
École de musique Vincent-d'Indy

##### Établissements privés non subventionnés (9)

Académie de l'Entrepreneurship Québécois inc.  
Collège April-Fortier  
Collège de l'immobilier du Québec  
Collège La Cabriole  
Collège radio télévision de Québec inc.  
Collège Technique de Montréal inc.  
École nationale de théâtre du Canada  
Institut supérieur d'informatique (ISI)  
Musitechnic Formation

#### Rapports d'autoévaluation reçus et visites à faire (51 rapports)

##### Établissements publics (38)

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue  
Collège Ahuntsic  
Cégep André-Laurendeau  
Collège d'Alma  
Cégep de Baie-Comeau  
Cégep Beauce-Appalaches  
Collège de Bois-de-Boulogne  
Collège régional Champlain  
Cégep de Chicoutimi  
Collège Dawson  
Cégep de Drummondville

Collège Édouard-Montpetit  
Cégep de la Gaspésie et des Îles  
Collège Gerald-Godin  
Collège François-Xavier-Garneau  
Collège Héritage  
Cégep de Jonquière  
Cégep de La Pocatière  
Cégep régional de Lanaudière à l'Assomption  
Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne  
Cégep de Lévis-Lauzon  
Cégep Limoilou  
Collège Lionel-Groulx  
Collège Montmorency  
Cégep de l'Outaouais  
Cégep de Rimouski  
Collège de Rosemont  
Cégep de Sainte-Foy  
Cégep de Saint-Hyacinthe  
Cégep de Saint-Jérôme  
Collège Shawinigan  
Cégep de Sherbrooke  
Cégep de Sorel-Tracy  
Cégep de Thetford  
Cégep de Trois-Rivières  
Collège de Valleyfield  
Cégep de Victoriaville  
Cégep du Vieux Montréal

##### Établissements privés subventionnés (5)

Collège André-Grasset  
Campus Notre-Dame-de-Foy  
Collège international des Marcellines  
Collège Jean-de-Brébeuf  
Collège O'Sullivan de Québec

##### Établissements privés non subventionnés (8)

Collège CDI / Administration, Technologie, Santé  
Collège Herzing  
Collège Info-Technique  
Collège Inter-Dec  
Collège Salette inc.  
École du Show-Business  
Institut d'enregistrement du Canada enr.  
Institut Trebas Québec inc.

4. Cent quatre établissements étaient visés par l'opération. Un collège privé subventionné a cessé d'offrir la formation collégiale, un autre venait d'être créé lors du lancement de l'opération, un collège privé non subventionné a reçu son permis ultérieurement et un autre a cessé ses activités. Le tableau porte donc sur la situation pour 100 établissements.

## Rapports d'autoévaluation attendus (28 rapports)

### Établissements publics (8)

Cégep John Abbott  
Cégep régional de Lanaudière à Joliette  
Collège de Maisonneuve  
Cégep Marie-Victorin  
Cégep de Matane  
Cégep de Saint-Félicien  
Cégep de Sept-Îles  
Collège Vanier

### Établissements privés subventionnés (8)

Collège Bart (1975)  
Collège Ellis campus de Drummondville  
Collège Ellis campus de Trois-Rivières  
Collège LaSalle  
Collège Marianopolis  
École nationale de cirque  
Institut Teccart (2003)  
Séminaire de Sherbrooke

### Établissements privés non subventionnés (8)<sup>5</sup>

Les Ateliers de danse moderne de Montréal inc.<sup>6</sup>  
Collège d'enseignement en immobilier inc.  
Collège de l'Estrie inc.  
Collège de photographie Marsan  
Collège MultiHexa Québec  
Collège MultiHexa Saguenay / Lac-Saint-Jean  
Collège MultiHexa Trois-Rivières  
École nationale de l'humour

### Établissements relevant d'un ministère ou d'une université (4)

Campus Macdonald  
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec  
Institut de technologie agroalimentaire  
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

5. L'École de danse de Québec offre en collaboration avec le Cégep de Sainte-Foy le programme Danse-interprétation (DEC 561.BB) et, à ce titre, elle collaborera à l'évaluation de l'application de la PIEA du Cégep.

6. Les Ateliers de danse moderne de Montréal offre, en collaboration avec le Cégep du Vieux Montréal, le programme Danse-interprétation, volet contemporain (DEC 561.B0). L'évaluation de l'application de la PIEA devrait se faire en collaboration avec le Cégep du Vieux Montréal.

## Annexe V

# Suites données par les collèges aux recommandations de la Commission au 30 juin 2008

## Évaluation de programme – Opération 2005<sup>7</sup> (72 établissements)<sup>8</sup>

### Processus d'évaluation terminé (11)

#### Établissements publics (8)

Collège Ahuntsic  
Collège Champlain - Lennoxville  
Collège Dawson  
Cégep de Drummondville  
Cégep de Jonquière  
Cégep Marie-Victorin  
Cégep de Sainte-Foy  
Cégep du Vieux Montréal

#### Établissements privés subventionnés (3)

Collège Laflèche  
Collège international des Marcellines  
Collège Marianopolis

### Suites attendues (40)

#### Établissements publics (31)

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue  
Collège d'Alma  
Cégep André-Laurendeau  
Cégep de Baie-Comeau  
Collège de Bois-de-Boulogne  
Collège Champlain - Saint-Lambert  
Collège Champlain - St. Lawrence  
Cégep de Chicoutimi  
Collège François-Xavier-Garneau  
Cégep de la Gaspésie et des Îles  
Collège Héritage  
Cégep John Abbott  
Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne<sup>\*</sup>  
Cégep de La Pocatière  
Collège de Maisonneuve  
Cégep de Matane  
Collège Montmorency  
Cégep de l'Outaouais<sup>\*</sup>  
Cégep de Rimouski<sup>\*</sup>  
Cégep de Rivière-du-Loup  
Cégep de Saint-Félicien<sup>\*</sup>  
Cégep de Saint-Hyacinthe

Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu  
Cégep de Saint-Jérôme  
Cégep de Sept-Îles<sup>\*</sup>  
Collège Shawinigan  
Cégep de Sherbrooke  
Cégep de Sorel-Tracy  
Cégep de Trois-Rivières  
Collège Vanier<sup>\*</sup>  
Cégep de Victoriaville

#### Établissements privés subventionnés (9)

Collège Bart (1975)  
Collège André-Grasset  
Collège Centennial<sup>\*</sup>  
Collège Jean-de-Brébeuf  
Collège LaSalle<sup>\*</sup>  
Collège O'Sullivan de Montréal  
Collège O'Sullivan de Québec  
École nationale de cirque<sup>\*</sup>  
Conservatoire Lassalle<sup>\*</sup>

### Suites en cours d'évaluation à la Commission (15)

#### Établissements publics (13)

Cégep Beauce-Appalaches  
Collège Édouard-Montpetit<sup>\*</sup>  
Collège Gerald-Godin<sup>\*</sup>  
Cégep de Granby Haute-Yamaska  
Cégep régional de Lanaudière à Joliette<sup>\*</sup>  
Cégep régional de Lanaudière à l'Assomption  
Cégep de Lévis-Lauzon  
Cégep Limoilou  
Collège Lionel-Groulx  
Collège de Rosemont  
Cégep de Saint-Laurent  
Cégep de Thetford  
Collège de Valleyfield

#### Établissements privés subventionnés (2)

Collège Mérici  
Collège préuniversitaire Nouvelles Frontières

7. Un astérisque identifie les collèges qui, par le biais de cette opération, devaient compléter l'évaluation demandée lors de l'évaluation de l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des programmes (PIEP) réalisée en 1998-2002. Lors de l'évaluation de programme dont il est question ici, le Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne n'avait pas encore élaboré sa propre PIEP. La Commission procédera donc à l'évaluation de l'application de cette politique à un autre moment.

8. L'évaluation a touché 73 établissements. Un établissement privé subventionné n'offre plus de formation collégiale depuis juin 2008. Le tableau porte donc sur la situation pour 72 établissements.

### **Rapports dans leur version préliminaire transmis aux collèges (2)**

---

#### *Établissements privés subventionnés (2)*

Collège Ellis campus de Drummondville<sup>\*</sup>  
Collège Ellis campus de Trois-Rivières<sup>\*</sup>

### **Rapports dans leur version préliminaire en cours d'élaboration (2)**

---

#### *Établissements privés subventionnés (2)*

Campus Notre-Dame-de-Foy<sup>\*</sup>  
École de musique Vincent-d'Indy<sup>\*</sup>

### **Évaluation reportée à une date ultérieure (2)**

---

#### *Établissements privés subventionnés (2)*

Institut Teccart (2003) en 2010<sup>\*</sup>  
Séminaire de Sherbrooke en 2009<sup>\*</sup>

---

\* Un astérisque identifie les collèges qui, par le biais de cette opération, devaient compléter l'évaluation demandée lors de l'évaluation de l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des programmes (PIEP) réalisée en 1998-2002

## Évaluation institutionnelle en 2000-2004 (72 établissements)<sup>9</sup>

### Processus d'évaluation terminé (19)

#### Établissements publics (9)

Collège d'Alma  
Collège Dawson  
Collège Gérald-Godin  
Cégep de Granby Haute-Yamaska  
Collège Lionel-Groulx  
Cégep de Sainte-Foy  
Cégep de Saint-Jérôme  
Cégep de Sorel-Tracy  
Cégep de Thetford

#### Établissement relevant d'un ministère ou d'une université (1)

Institut de technologie agroalimentaire

#### Établissements privés subventionnés (9)

Collège André-Grasset  
Collège Bart (1975)  
Collège Centennial  
Collège international des Marcellines  
Collège Jean-de-Brébeuf  
Collège Laflèche  
Collège O'Sullivan de Montréal  
Conservatoire Lassalle  
École de musique Vincent-d'Indy

### Suites attendues (39)

#### Établissements publics (32)

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue  
Collège Ahuntsic  
Cégep André-Laurendeau  
Cégep de Baie-Comeau  
Cégep de Chicoutimi  
Cégep de Drummondville  
Collège Édouard-Montpetit  
Collège François-Xavier-Garneau  
Cégep de la Gaspésie et des Îles  
Collège Héritage  
Collège John Abbott  
Cégep de Jonquière  
Cégep régional de Lanaudière  
Cégep de La Pocatière  
Cégep de Lévis-Lauzon  
Cégep de Matane  
Collège de Maisonneuve  
Collège Montmorency  
Cégep de l'Outaouais  
Cégep de Rimouski  
Cégep de Rivière-du-Loup  
Collège de Rosemont  
Cégep de Saint-Félicien  
Cégep de Saint-Hyacinthe  
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu  
Cégep de Saint-Laurent

Cégep de Sept-Îles  
Collège Shawinigan  
Cégep de Sherbrooke  
Cégep de Trois-Rivières  
Collège Vanier  
Cégep du Vieux Montréal

#### Établissements privés subventionnés (5)

Campus Notre-Dame-de-Foy  
Collège Marianopolis  
Collège Mérici  
Collège O'Sullivan de Québec  
Séminaire de Sherbrooke

#### Établissements relevant d'un ministère ou d'une université (2)

Campus Macdonald  
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

### Suites en cours d'évaluation à la Commission (8)

#### Établissements publics (7)

Cégep Beauce-Appalaches  
Collège de Bois-de-Boulogne  
Collège régional Champlain  
Cégep Limoilou  
Cégep Marie-Victorin  
Collège de Valleyfield  
Cégep de Victoriaville

#### Établissement privé subventionné (1)

Collège LaSalle

### Réévaluation (2)

#### Établissements privés subventionnés (2)

Collège Ellis campus de Drummondville – janvier 2011  
Collège Ellis campus de Trois-Rivières – janvier 2011

### Évaluation reportée à une date ultérieure (4)

#### Établissements privés subventionnés (3)

Collège préuniversitaire Nouvelles Frontières  
École nationale de cirque  
Institut Teccart

#### Établissement relevant d'un ministère ou d'une université (1)

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

9. L'évaluation a touché 73 établissements. Un établissement privé subventionné n'offre plus de formation collégiale depuis juillet 2003. Le tableau porte donc sur la situation pour 72 établissements.

**Évaluation de programmes conduisant à une attestation d'études collégiales dans les établissements privés non subventionnés en 2001-2003 (9 établissements)<sup>10</sup>**

---

**Processus d'évaluation terminé (8)**

---

Collège CDI Administration, Technologie, Santé  
Collège de l'Estrie inc.  
Collège Herzing  
Collège Info-Technique  
Collège Inter-Dec  
Institut d'enregistrement du Canada  
Institut supérieur d'informatique ISI  
Institut Trébas Québec inc.

**Nouvelle autoévaluation (1)**

---

École du Show-Business : Production d'événements culturels et corporatifs (NNC.03), échéance à déterminer

---

10. L'évaluation a touché 19 établissements. Depuis, le Collège CDI a fusionné avec le Collège Delta et neuf autres établissements ont fermé leurs portes. Le tableau porte donc sur la situation pour 9 établissements.

## **Évaluation de la composante de formation générale des programmes d'études en 1997-2000 (84 établissements)<sup>11</sup>**

### **Processus d'évaluation terminé (74)**

#### **Établissements publics (52)**

Collège Ahuntsic  
Collège d'Alma  
Cégep de Baie-Comeau  
Cégep Beauce-Appalaches  
Collège de Bois-de-Boulogne  
Collège Champlain – Lennoxville  
Collège Champlain – Saint-Lambert  
Collège Champlain – St. Lawrence  
Cégep de Chicoutimi  
Collège Dawson  
Cégep de Drummondville  
Collège François-Xavier-Garneau  
Cégep de la Gaspésie et des Îles<sup>12</sup>  
Centre d'études collégiales de Carleton (Gaspésie)  
Cégep de Granby Haute-Yamaska  
Collège Héritage  
Collège John Abbott  
Cégep de Jonquière  
Centre d'études collégiales en Charlevoix (Jonquière)  
Cégep régional de Lanaudière à Joliette  
Cégep régional de Lanaudière à l'Assomption  
Cégep de La Pocatière  
Centre d'études collégiales de Montmagny (La Pocatière)  
Cégep de Lévis-Lauzon  
Cégep Limoilou  
Collège Lionel-Groulx  
Cégep Marie-Victorin<sup>13</sup>  
Cégep Marie-Victorin :  
- Campus Beth Jacob et Chaya Mushka<sup>14</sup>  
- Torah and Vocational Institute  
Cégep de Matane  
Collège Montmorency  
Cégep de l'Outaouais  
Collège de la région de l'Amiante  
Cégep de Rivière-du-Loup  
Cégep de Rimouski  
Centre matapédien d'études collégiales (Rimouski)  
Institut maritime du Québec (Rimouski)  
Collège de Rosemont  
Cégep @ distance (Rosemont)  
Cégep de Saint-Félicien  
Cégep de Saint-Hyacinthe  
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu  
Cégep de Saint-Jérôme  
Centre collégial de Mont-Laurier (Saint-Jérôme)  
Cégep de Sainte-Foy  
Cégep de Saint-Laurent  
Cégep de Sept-Îles  
Collège Shawinigan  
Cégep de Sherbrooke  
Cégep de Sorel-Tracy  
Collège de Valleyfield  
Cégep du Vieux Montréal

#### **Établissements privés subventionnés (16)**

Campus Notre-Dame-de-Foy  
Collège André-Grasset  
Collège d'affaires Ellis inc.  
Collège Bart (1975)  
Collège Centennial  
Collège international des Marcellines  
Collège Jean-de-Brébeuf  
Collège Laflèche  
Collège LaSalle  
Collège Marianopolis  
Collège Mérici  
Collège O'Sullivan de Montréal  
Conservatoire Lassalle  
Institut Teccart  
École commerciale du Cap  
École de musique Vincent-d'Indy

#### **Établissements relevant d'un ministère ou d'une université (6)**

Campus MacDonald  
Conservatoire de musique de Montréal  
Conservatoire de musique de Québec  
Institut de technologie agroalimentaire  
- Campus de La Pocatière  
- Campus de Saint-Hyacinthe  
Institut du tourisme et d'hôtellerie du Québec

### **Suites en cours d'évaluation à la Commission (2)**

#### **Établissement public (1)**

Collège Édouard-Montpetit

#### **Établissement privé subventionné (1)**

Collège O'Sullivan de Québec

### **Suites attendues (8)**

#### **Établissements publics (7)**

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue  
Cégep André-Laurendeau  
Collège de Maisonneuve  
Centre d'études collégiales à Chibougamau (Saint-Félicien)  
Cégep de Trois-Rivières  
Collège Vanier  
Cégep de Victoriaville

#### **Établissement privé subventionné (1)**

Séminaire de Sherbrooke

11. L'évaluation a touché 87 établissements. Depuis, trois établissements privés subventionnés n'offrent plus de formation collégiale. Le tableau porte donc sur la situation pour 84 établissements.

12. Le rapport du Cégep de la Gaspésie et des Îles porte sur l'évaluation de la formation générale au Campus de Gaspé, au Centre d'études collégiales des Îles-de-la-Madeleine et au Centre spécialisé des pêches.

13. Le Cégep Marie-Victorin a produit trois rapports : enseignement régulier, formation continue, milieu carcéral.

14. La formation générale a été réévaluée dans ces écoles relevant du Cégep Marie-Victorin au cours de l'année 2002-2003.

## Évaluation des programmes de *Techniques administratives et Coopération en 1996-1999 (59 établissements)*<sup>15</sup>

### Processus d'évaluation terminé (56)

#### Établissements publics (48)

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue  
Collège Ahuntsic  
Collège d'Alma  
Cégep de Baie-Comeau  
Collège de Bois-de-Boulogne  
Collège Champlain – Lennoxville  
Collège Champlain – Saint-Lambert  
Collège Champlain – St. Lawrence  
Cégep de Chicoutimi  
Collège Dawson  
Cégep de Drummondville  
Collège Édouard-Montpetit  
Collège François-Xavier-Garneau  
Cégep de la Gaspésie et des Îles  
Cégep de Granby Haute-Yamaska  
Collège Héritage  
Collège John Abbott  
Cégep de Jonquière  
Cégep de La Pocatière  
Cégep de Lévis-Lauzon  
Cégep Limoilou  
Collège Lionel-Groulx  
Cégep Marie-Victorin  
Cégep de Matane  
Collège Montmorency  
Cégep de l'Outaouais  
Collège de la région de l'Amiante  
Cégep régional de Lanaudière à Joliette  
Cégep de Rimouski  
Cégep de Rivière-du-Loup  
Collège de Rosemont  
Cégep de Saint-Félicien  
Centre d'études collégiales à Chibougamau (Saint-Félicien)  
Cégep de Sainte-Foy  
Cégep de Saint-Hyacinthe  
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu  
Cégep de Saint-Jérôme  
Centre collégial de Mont-Laurier (Saint-Jérôme)  
Cégep de Saint-Laurent  
Cégep de Sept-Îles  
Collège Shawinigan  
Cégep de Sherbrooke  
Cégep de Sorel-Tracy  
Cégep de Trois-Rivières  
Collège de Valleyfield  
Collège Vanier  
Cégep de Victoriaville  
Cégep du Vieux Montréal

#### Établissements privés subventionnés (6)

Collège d'affaires Ellis  
Collège de l'Assomption  
Collège Bart (1975)<sup>16</sup>  
Collège LaSalle  
Collège O'Sullivan de Montréal<sup>17</sup>  
Séminaire de Sherbrooke

#### Établissements privés non subventionnés (2)

Académie de l'Entrepreneurship Québécois inc.  
Collège de l'immobilier du Québec

### Suites attendues (3)

#### Établissements publics (3)

Cégep André-Laurendeau  
Cégep Beauce-Appalaches  
Collège de Maisonneuve

15. L'évaluation a touché 67 établissements. Depuis, un établissement privé subventionné n'offre plus de formation collégiale et un autre n'offre plus le programme. Cinq établissements privés non subventionnés n'existent plus et un autre n'offre plus le programme. Le tableau porte donc sur la situation pour 59 établissements.

16. Réévaluation du programme *Commerce international* (AEC - LCA-IC) au cours de l'année 2002-2003.

17. Dossier complété dans la mesure où le Collège continue d'offrir un stage qui ne comporte pas d'unités. Dans le cas contraire, le Collège devra donner suite aux conditions énoncées par la Commission dans sa recommandation sur les stages.

## Annexe VI

### Opérations complétées au 30 juin 2008

#### Évaluation de programmes conduisant à une attestation d'études collégiales dans les établissements privés non subventionnés en 1997-1999 (11 établissements)<sup>18</sup>

Académie internationale du design et de technologie  
Collège April-Fortier  
Les Ateliers de danse moderne de Montréal inc.  
Collège de photographie Marsan  
Collège Inter-Dec

Collège radio télévision de Québec inc.  
Collège Salette inc.  
Collège Technique de Montréal inc.  
École nationale de l'humour  
École nationale de théâtre du Canada  
Musitechnic services éducatifs inc.

#### Évaluation du programme *Sciences humaines* en 1995-1997 (61 établissements)<sup>19</sup>

##### Établissements publics (51)

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue  
Collège Ahuntsic  
Collège d'Alma  
Cégep André-Laurendeau  
Cégep de Baie-Comeau  
Cégep Beauce-Appalaches  
Collège de Bois-de-Boulogne  
Collège Champlain - Lennoxville<sup>20</sup>  
Collège Champlain - Saint-Lambert  
Collège Champlain - St. Lawrence  
Cégep de Chicoutimi  
Collège Dawson<sup>20</sup>  
Cégep de Drummondville  
Collège Édouard-Montpetit  
Collège François-Xavier-Garneau  
Cégep de la Gaspésie et des Îles  
Cégep de Granby Haute-Yamaska  
Collège Héritage  
Cégep de Joliette-De Lanaudière  
Collège John Abbott  
Cégep de Jonquière  
Cégep de La Pocatière  
Cégep de Lévis-Lauzon  
Cégep Limoilou  
Collège Lionel-Groulx  
Collège de Maisonneuve  
Cégep Marie-Victorin  
Cégep de Matane  
Collège Montmorency  
Cégep de l'Outaouais  
Collège de la région de l'Amiante

Cégep de Rivière-du-Loup  
Cégep de Saint-Félicien  
Cégep de Sainte-Foy  
Centre d'études collégiales à Chibougamau (Saint-Félicien)  
Cégep de Sorel-Tracy  
Cégep de Rimouski  
Collège de Rosemont  
Cégep de Saint-Hyacinthe  
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu  
Cégep de Saint-Jérôme  
Centre collégial de Mont-Laurier (Saint-Jérôme)  
Cégep de Saint-Laurent  
Cégep de Sept-Îles  
Collège Shawinigan  
Cégep de Sherbrooke  
Cégep de Trois-Rivières  
Collège de Valleyfield  
Collège Vanier  
Cégep de Victoriaville  
Cégep du Vieux Montréal

##### Établissements privés subventionnés (10)

Campus Notre-Dame-de-Foy  
Collège André-Grasset  
Collège de l'Assomption  
Collège Centennial  
Collège international des Marcellines  
Collège Jean-de-Brébeuf  
Collège Laflèche  
Collège Marianopolis  
Collège Mérici  
Séminaire de Sherbrooke

18. L'évaluation a touché 23 établissements. Le tableau porte sur les 11 établissements encore actifs lorsque cette opération s'est terminée le 19 juin 2008.

19. L'évaluation a touché 64 établissements. Le tableau porte sur les 61 établissements encore actifs lorsque cette opération s'est terminée le 27 septembre 2007.

20. Le Collège a procédé à une deuxième autoévaluation du programme en 2001-2002.

## Évaluation des programmes Informatique en 1994-1996 (49 établissements)<sup>21</sup>

### Établissements publics (47)

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue  
Collège Ahuntsic  
Collège d'Alma  
Cégep André-Laurendeau  
Cégep Beauce-Appalaches  
Collège de Bois-de-Boulogne<sup>22</sup>  
Collège Champlain – Lennoxville  
Collège Champlain – Saint-Lambert  
Cégep de Chicoutimi  
Collège Dawson  
Cégep de Drummondville  
Collège Édouard-Montpetit  
Collège François-Xavier-Garneau  
Cégep de la Gaspésie et des Îles  
Cégep de Granby Haute-Yamaska  
Collège Héritage  
Cégep de Jonquière  
Collège John Abbott  
Cégep de Joliette-De Lanaudière  
Cégep de La Pocatière  
Cégep de Lévis-Lauzon  
Cégep Limoilou  
Collège Lionel-Groulx  
Collège de Maisonneuve  
Cégep Marie-Victorin  
Cégep de Matane  
Collège Montmorency

Collège de l'Outaouais  
Collège de la région de l'Amiante  
Cégep de Rimouski  
Cégep de Rivière-du-Loup  
Collège de Rosemont  
Cégep de Saint-Félicien  
Cégep de Saint-Hyacinthe  
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu  
Cégep de Saint-Jérôme  
Cégep de Saint-Laurent  
Cégep de Sainte-Foy  
Cégep de Sept-Îles  
Collège Shawinigan  
Cégep de Sherbrooke  
Cégep de Sorel-Tracy  
Cégep de Trois-Rivières  
Collège de Valleyfield  
Collège Vanier  
Cégep de Victoriaville  
Cégep du Vieux Montréal

### Établissements privés non subventionnés (2)

Collège CDI  
Collège Herzog

## Évaluation des programmes Techniques d'éducation en services de garde en 1994-1996 (31 établissements)<sup>23</sup>

### Établissements publics (28)

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue  
Cégep Beauce-Appalaches  
Cégep de Drummondville  
Collège Édouard-Montpetit  
Cégep de la Gaspésie et des Îles  
Cégep de Granby Haute-Yamaska  
Collège Héritage  
Cégep de Joliette-De Lanaudière  
Cégep de Jonquière  
Cégep Marie-Victorin  
Cégep Marie-Victorin – Campus Beth Jacob  
Cégep de Matane  
Cégep de l'Outaouais  
Collège de la région de l'Amiante  
Cégep de Rimouski  
Cégep de Rivière-du-Loup  
Cégep de Saint-Félicien  
Cégep de Saint-Hyacinthe  
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

Cégep de Saint-Jérôme  
Cégep de Sainte-Foy  
Cégep de Sept-Îles  
Collège Shawinigan  
Cégep de Sherbrooke  
Cégep de Sorel-Tracy  
Collège de Valleyfield  
Collège Vanier  
Cégep du Vieux Montréal

### Établissements privés subventionnés (3)

Campus Notre-Dame-de-Foy  
Collège de l'Assomption  
Collège Lafleche

21. L'évaluation a touché 54 établissements. Le tableau porte sur les 49 établissements encore actifs lorsque cette opération s'est terminée le 27 septembre 2007.

22. Le Collège a procédé à une deuxième autoévaluation de son programme en 1997-1998.

23. Cette opération d'évaluation s'est terminée le 11 février 2003.

## Annexe VII

# Politiques institutionnelles : situation au 30 juin 2008

## Évaluation de l'application de la Politique institutionnelle d'évaluation des programmes (PIEP) en 1997-2002 (83 établissements)<sup>24</sup>

### Processus d'évaluation terminé <sup>25</sup> (77)

#### Établissements publics (50)

Collège Ahuntsic  
Cégep André-Laurendeau  
Collège d'Alma  
Cégep de Baie-Comeau  
Cégep Beauce-Appalaches  
Collège de Bois-de-Boulogne  
Collège Champlain - Lennoxville  
Collège Champlain - Saint-Lambert  
Collège Champlain - St. Lawrence  
Cégep de Chicoutimi  
Collège Dawson  
Cégep de Drummondville  
Collège Édouard-Montpetit  
Collège François-Xavier-Garneau  
Cégep de la Gaspésie et des Îles  
Collège Gerald-Godin  
Cégep de Granby Haute-Yamaska  
Collège Héritage  
Cégep de Jonquière  
Collège John Abbott  
Cégep régional de Lanaudière à L'Assomption  
Cégep régional de Lanaudière à Joliette  
Cégep de La Pocatière  
Cégep de Lévis-Lauzon  
Cégep Limoilou  
Collège Lionel-Groulx  
Collège de Maisonneuve  
Cégep Marie-Victorin  
Cégep de Matane  
Collège Montmorency  
Cégep de l'Outaouais  
Cégep de Rimouski  
Cégep de Rivière-du-Loup  
Collège de Rosemont  
Cégep de Saint-Félicien  
Cégep de Sainte-Foy  
Cégep de Saint-Hyacinthe  
Cégep de Saint-Jérôme  
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu

Cégep de Saint-Laurent  
Cégep de Sept-Îles  
Collège Shawinigan  
Cégep de Sherbrooke  
Cégep de Sorel-Tracy  
Cégep de Thetford  
Cégep de Trois-Rivières  
Collège de Valleyfield  
Collège Vanier  
Cégep de Victoriaville  
Cégep du Vieux Montréal

#### Établissements privés subventionnés (17)

Campus Notre-Dame-de-Foy  
Collège André-Grasset  
Collège Bart (1975)  
Collège Centennial  
Collège Ellis campus de Drummondville  
Collège Ellis campus de Trois-Rivières  
Collège international des Marcellines  
Collège Jean-de-Brébeuf  
Collège Laflèche  
Collège LaSalle  
Collège préuniversitaire Nouvelles Frontières  
Collège Marianopolis  
Collège Mérici  
Collège O'Sullivan de Montréal  
Collège O'Sullivan de Québec  
Conservatoire Lassalle  
École de musique Vincent-d'Indy en 2007

#### Établissements relevant d'un ministère ou d'une université (10)

Conservatoires de musique (Gatineau, Québec, Rimouski, Saguenay, Trois-Rivières, Val-d'Or, Montréal)  
Institut de technologie agroalimentaire  
- Campus de La Pocatière  
- Campus de Saint-Hyacinthe  
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

24. L'évaluation a touché 87 établissements. Depuis, trois établissements privés subventionnés n'offrent plus de formation collégiale et un autre offre seulement une attestation d'études collégiales. Le tableau porte donc sur la situation pour 83 établissements.

25. Dans le cadre de cette opération, un établissement dont le processus est terminé peut avoir reçu un rapport contenant des recommandations. Lorsque la Commission n'a pas demandé de suites explicites, le processus est considéré comme étant terminé.

\* Le rapport de ces treize établissements ne contenait pas de recommandation.

\*\* Établissements ayant complété l'évaluation dans le cadre de l'évaluation de programme - Opération 2005.

---

**Suites attendues (1)**

---

*Établissement public (1)*

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

---

**Évaluation qui sera complétée dans le cadre de l'évaluation de programme – Opération 2005 (2)**

---

*Établissements privés subventionnés (2) \*\*\**

Institut Teccart (2003) (deuxième évaluation en 2010)  
Séminaire de Sherbrooke en 2009

---

**Évaluation reportée à une date ultérieure (3)**

---

*Établissement public (1)*

Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne<sup>26</sup>

*Établissement privé subventionné (1)*

École nationale de cirque<sup>26</sup>

*Relevant d'un ministère ou d'une université (1)*

Campus Macdonald

---

26. Le Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne et l'École nationale de cirque devaient évaluer l'application de leur politique dans le cadre de l'opération 2005 en évaluation de programme. À ce moment-là, ces établissements n'avaient pas encore élaboré leur PIEP. La Commission procédera donc à l'évaluation de l'application de ces politiques à un autre moment.

\*\*\* Le rapport de ces deux collèges devra contenir une brève appréciation de l'efficacité de leur politique institutionnelle d'évaluation des programmes.

---

## Politiques institutionnelles d'évaluation des apprentissages (PIEA) au 30 juin 2008

---

### Établissements dont la politique a été évaluée en 2007-2008 (3 rapports)

---

Établissements	Jugement
<b>Cégeps (1)</b>	
Collège Ahuntsic	PS
<b>Privés subventionnés (2)</b>	
Campus Notre-Dame-de-Foy	IS
École nationale de cirque	PS

ES : entièrement satisfaisante / S : satisfaisante  
PS : partiellement satisfaisante / IS : insatisfaisante

---

### Politiques non reçues (2)

#### *Établissement privé subventionné (1)*

École de sténographie judiciaire du Québec

#### *Établissement privé non subventionné (1)*

Collège de Gestion et Technologie de Montréal inc.

---

## **Politiques institutionnelles d'évaluation des programmes (PIEP) au 30 juin 2008**

---

### **Établissements dont la politique a été évaluée en 2007-2008 (1 rapport)**

---

#### *Public (1)*

Cégep de La Pocatière

### **Établissements n'ayant pas transmis leur politique (16)**

---

#### *Privé subventionné (1)*

École de sténographie judiciaire du Québec

#### *Privés non subventionnés (14)*

Les Ateliers de danse moderne de Montréal inc.  
Collège d'enseignement en immobilier inc.  
Collège de Gestion et Technologie de Montréal inc.  
Collège de photographie Marsan  
Collège Info-Technique  
Collège La Cabriole  
Collège MultiHexa Québec  
Collège MultiHexa Trois-Rivières  
Collège MultiHexa Saguenay/Lac-Saint-Jean  
Collège radio télévision de Québec inc.  
École de danse de Québec  
École nationale de l'humour  
Institut Trebas Québec inc.  
Musitechnic Formation

#### *Relevant d'une université (1)*

Campus Macdonald

### **Première version de politique en cours d'évaluation (1)**

---

#### *Public (1)*

Cégep régional de Lanaudière à Terrebonne

## Annexe VIII

# Publications de la Commission depuis 1993

### Plan stratégique

- Plan stratégique 2007-2011 — (2007)

### Documents d'orientation

- Évaluation de l'efficacité des plans de réussite des collèges privés subventionnés — (2008)
- Évaluation de l'efficacité des plans stratégiques des cégeps — (2008)
- Orientations retenues pour l'évaluation de l'application des politiques d'évaluation des apprentissages — (2006)
- La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial : sa mission et ses orientations — (1994)
- L'évaluation des politiques institutionnelles d'évaluation des apprentissages — Cadre de référence — (1994)
- L'évaluation des politiques institutionnelles d'évaluation des apprentissages — Cadre de référence adapté aux établissements offrant uniquement des programmes conduisant à une attestation d'études collégiales — (1994)
- L'évaluation des politiques institutionnelles d'évaluation des programmes d'études — Cadre de référence — (1994)
- L'évaluation des programmes d'études — Cadre de référence — (1994)

### Version anglaise

- Evaluating the Effectiveness of Success Plans in the Subsidized Private Colleges — (2008)
- Evaluating the Effectiveness of Strategic Plans in the Cégeps — (2008)
- Guidelines for evaluating the implementation of IPESAs (Institutional policies on the evaluation of student achievement) — (2006)
- Evaluating Institutional Policies on Program Evaluation — General Guidelines — (1994)
- Evaluating Institutional Policies on the Evaluation of Student Achievement — General Guidelines — (1994)
- Evaluating Programs of Studies — General Guidelines — (1994)
- The Commission d'évaluation de l'enseignement collégial: Its Mission and Orientations — (1994)

### Guides d'évaluation

- Les programmes d'études des établissements privés non subventionnés conduisant à l'attestation d'études collégiales (AEC) — (2001)
- L'évaluation institutionnelle — (2000)  
La composante de la formation générale des programmes d'études — (1997)
- Les programmes d'études des établissements privés non subventionnés conduisant à l'attestation d'études collégiales (AEC) — (1997)
- Les programmes d'études conduisant à l'attestation d'études collégiales (AEC) dans les secteurs Techniques administratives (410.00) et Coopération (413.00) — (1996)

- Les programmes d'études conduisant au diplôme d'études collégiales (DEC) dans les secteurs Techniques administratives (410.00) et Coopération (413.00) — (1996)
- Le programme de Sciences humaines — (1995)
- Guide général pour les évaluations des programmes d'études réalisées par la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial — (1994)
- Les programmes de Techniques d'éducation en services de garde — (1994)
- Les programmes Informatique, Programmeur-programmeuse analyste et Techniques de micro-informatique — (1994)

### Version anglaise

- The Institutional Evaluation — (2000)
- The General Education component of Programs of Studies — (1997)
- Specific Guide to the Evaluation of Programs of Studies Leading to a Diploma of College Studies (DEC) in the Business Administration Technology and Cooperation Sectors — (1996)
- Specific Guide to the Evaluation of Programs of Studies Leading to an Attestation of College Studies (AEC) in the Business Administration Technology and Cooperation Sectors — (1996)
- The Social Science Program — (1995)  
General Guide to the Evaluation of Programs of Studies by the Commission d'évaluation de l'enseignement collégial — (1994)
- The Computer Science Program, Programmer/Analyst and Micro-Computer Technology — (1994)

### Cadres d'analyse

- Évaluation de l'efficacité des plans de réussite des collèges privés subventionnés — (2008)
- Évaluation de l'efficacité des plans stratégiques des cégeps (2008)
- Évaluation de l'application de la politique institutionnelle d'évaluation des apprentissages — (2006)

### Version anglaise

- Evaluating the Effectiveness of Success Plans in the Subsidized Private Colleges — (2008)
- Evaluating the Effectiveness of Strategic Plans in the Cégeps — (2008)
- Evaluating the implementation of IPESAs (Institutional policies on the evaluation of student achievement) — (2006)

### Rapports synthèses

- Évaluation des plans d'aide à la réussite des collèges — (2004)
- L'exercice des responsabilités dans les collèges : une première évaluation institutionnelle — (2004)
- Évaluation des programmes d'études conduisant à l'attestation d'études collégiales des établissements privés non subventionnés (2001-2002) — (2003)
- Évaluation de l'application des politiques institutionnelles d'évaluation des programmes — (2002)
- Évaluation de la mise en œuvre de la composante de formation générale des programmes d'études — (2001)
- Évaluation des programmes dans le secteur des Techniques administratives — (1999)
- Évaluation des programmes d'études conduisant à l'attestation d'études collégiales des établissements privés non subventionnés – Première évaluation 1997-1999 — (1999)
- Évaluation du programme de Sciences humaines — (1997)
- Évaluation des programmes de Techniques d'éducation en services de garde — (1996)
- Évaluation des programmes d'Informatique — (1996)
- L'évaluation des politiques institutionnelles d'évaluation des apprentissages : rapport synthèse — (1996)
- L'évaluation des politiques institutionnelles d'évaluation des apprentissages : premier rapport synthèse — (1995)

#### *Version anglaise*

- Summary report – Evaluation of the Implementation of the General Education Component of Programs of Studies — (2001)

### Rapports annuels

- Rapports annuels : 2000-2001 – 1999-2000 – 1998-1999 – 1997-1998 – 1996-1997 – 1995-1996 – 1994-1995 – 1993-1994
- Rapports annuels de gestion : 2006-2007 – 2005-2006 – 2004-2005 – 2003-2004 – 2002-2003 – 2001-2002

### Autres publications

- Les plans stratégiques des cégeps : un premier bilan d'évaluation (2006)
- Étude de cas réalisée conjointement par la Commission et le Cégep de Saint-Jérôme :
- Les programmes de Techniques d'éducation en services de garde au Cégep de Saint-Jérôme
- Étude de cas : L'évaluation des programmes d'études au Québec (1997)

#### *Version anglaise*

- Technical Education Programs in Early Childhood Education at the Cégep de Saint-Jérôme — Case Study Evaluating Programs of Study in Québec (1997)

## Annexe IX

# Code de déontologie des membres de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial

La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, ci-après nommée « la Commission », est un organisme d'assurance qualité public et indépendant dont la mission est de contribuer au développement de la qualité de l'enseignement collégial et de témoigner de cette qualité.

La Commission a notamment le mandat d'évaluer la qualité de la mise en œuvre des programmes d'études offerts dans les établissements d'enseignement collégial du Québec ainsi que leurs politiques institutionnelles relatives à l'évaluation des apprentissages et à l'évaluation des programmes. La Commission évalue la réalisation des activités reliées à leur mission éducative tant au regard de la planification et de la gestion administrative et pédagogique qu'au regard de l'enseignement et des divers services de soutien. Dans le cas des cégeps, cette évaluation englobe celle de leur plan stratégique.

La Commission peut faire des recommandations au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport sur toute question relative aux programmes d'études et aux politiques d'évaluation, y compris sur toute politique gouvernementale ou ministérielle ayant un impact sur la gestion des programmes d'études et de l'évaluation. Elle a également le pouvoir de recommander au ministre d'habilitier un collège à décerner le diplôme d'études collégiales (DEC). Il revient au ministre de déterminer s'il veut habilitier des collèges à décerner le DEC et aux établissements de présenter leur demande au ministre.

Pour assurer l'accomplissement de sa mission et susciter un véritable engagement dans la recherche continue de la qualité de la formation, la Commission entend privilégier une approche basée sur les valeurs suivantes : l'impartialité, la rigueur, le respect et la collaboration.

### ***Impartialité***

La Commission est un organisme public indépendant dont les évaluations reposent sur une analyse impartiale, objective et équitable.

### ***Rigueur***

La Commission est guidée par les principes d'honnêteté, de rigueur et de transparence dans ses évaluations et ses décisions.

### ***Respect***

La Commission favorise des relations franches et ouvertes avec les collèges et s'engage à réaliser ses évaluations dans le respect de leur diversité et de leurs particularités tout en préservant son autonomie.

### ***Collaboration***

La Commission privilégie un processus d'évaluation fondé sur la participation et la collaboration des collèges et de leur personnel dans une perspective d'amélioration continue de la qualité de l'enseignement collégial.

## Principes d'éthique et règles générales de déontologie

1. Le membre de la Commission est tenu, dans l'exercice de ses fonctions, de respecter les principes d'éthique et les règles de déontologie prévus par la loi et le Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics, ainsi que ceux établis dans le présent code de déontologie. En cas de divergence, les principes et les règles les plus exigeants s'appliquent.

En cas de doute, le membre doit agir selon l'esprit de ces principes et de ces règles. Il doit de plus organiser ses affaires personnelles de telle sorte qu'elles ne puissent nuire à l'exercice de ses fonctions.

2. Afin de promouvoir l'évaluation et la qualité de la formation collégiale, le membre doit avoir un intérêt marqué pour la vocation de la Commission. À cette fin, il favorise le développement de sa compétence par l'échange de ses connaissances et par sa participation à toute mesure de formation pertinente. Il maintient ses connaissances et son habileté professionnelle de façon à ce qu'elles concordent avec les exigences de sa charge et soient garantes de la qualité de son travail.
3. Le membre est garant de la bonne réputation de la Commission. À cette fin, il fait preuve de réserve en tout temps. Notamment, il s'abstient de toute déclaration et renonce à toute activité, politique ou autre, qui serait incompatible avec la mission de la Commission ou avec l'exercice de ses fonctions.
4. Le membre est garant de l'équité dans une opération d'évaluation et de la crédibilité de la Commission, en s'assurant que les jugements qu'il porte sont équivalents pour des situations similaires.
5. Le membre assure le bon ordre lors d'une visite ou d'une rencontre d'évaluation, en ayant une attitude ferme, mais courtoise et respectueuse envers toute personne présente. La visite ou la rencontre doit être menée simplement, sans formalisme inutile, de façon à rendre la Commission accessible et à favoriser le respect mutuel des personnes présentes.
6. Le membre veille à ce que chacune des personnes, ou chaque groupe de personnes intéressées ait la faculté de faire valoir ses prétentions, dans le respect du processus et de l'objet d'évaluation.
7. Le membre est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.

Le membre ne peut utiliser à son profit ou au profit de tiers l'information obtenue dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. En outre, il ne peut prendre connaissance d'une information confidentielle qui n'est pas

requis dans l'exercice de ses fonctions ni tenter de prendre connaissance d'une telle information.

8. Le membre doit exercer ses fonctions de façon exclusive sauf dans les cas et aux conditions prévues à l'article 13 du Règlement sur l'éthique et la déontologie des administrateurs publics.
9. Dans les décisions qu'il a à prendre concernant la bonne marche de la Commission, le membre respecte le principe d'une saine gestion des ressources humaines, financières, informationnelles et matérielles.
10. Le président doit s'assurer du respect des principes d'éthique et des règles de déontologie par les membres.

### Règles sur l'indépendance et l'impartialité

11. Le membre défend l'indépendance de sa fonction et doit demeurer à l'abri de toute influence extérieure qui ne respecte pas ce principe fondamental. Il doit faire preuve de neutralité politique dans l'exercice de ses fonctions. Il doit de plus, s'il a l'intention de porter sa candidature à une charge publique électorale, en informer le secrétaire général du Conseil exécutif.
12. Le membre ne peut, directement ou indirectement, accorder, solliciter ou accepter une faveur ou un avantage indu pour lui-même ou pour un tiers et doit éviter de se laisser influencer par des perspectives ou des offres d'emploi. Dans le cas où un membre entreprend des démarches en vue d'obtenir un emploi ou se voit offrir un emploi pour un organisme visé à l'article 3 de la Loi sur la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, il doit en aviser le président dès le début de ses démarches ou dès qu'il se voit offrir un emploi.
13. Dans l'exercice de ses fonctions, le membre agit et paraît agir de façon impartiale. Il doit se récuser devant toute situation susceptible de jeter un doute sur son impartialité ou de constituer un cas d'appréhension raisonnable de partialité.
14. Le membre ne peut exercer une fonction, poursuivre une activité ou se placer dans une situation incompatible avec l'exercice de ses fonctions. Il doit éviter les conflits entre son intérêt personnel et les obligations de ses fonctions.
15. En outre de ce qui est prévu à l'article 9 de la Loi sur la Commission de l'enseignement collégial, le membre doit, sous peine de révocation, dénoncer au président tout intérêt direct ou indirect dans un organisme, une entreprise ou un établissement d'enseignement collégial susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, s'abstenir de participer à toute décision portant sur l'organisme, l'entreprise ou l'établissement dans lequel il a cet intérêt et se retirer de la séance pour la durée des délibérations et du vote relatifs à cette question.  
  
Le membre doit en outre compléter une déclaration d'intérêts et la remettre au président; cette déclaration est mise à jour annuellement.
16. Le membre ne peut accepter aucun cadeau, marque d'hospitalité ou autre avantage que ceux d'usage et d'une valeur modeste. Tout autre cadeau, marque d'hospitalité ou avantage reçu doit être retourné au donateur ou à l'État.

### Règles sur l'après-mandat

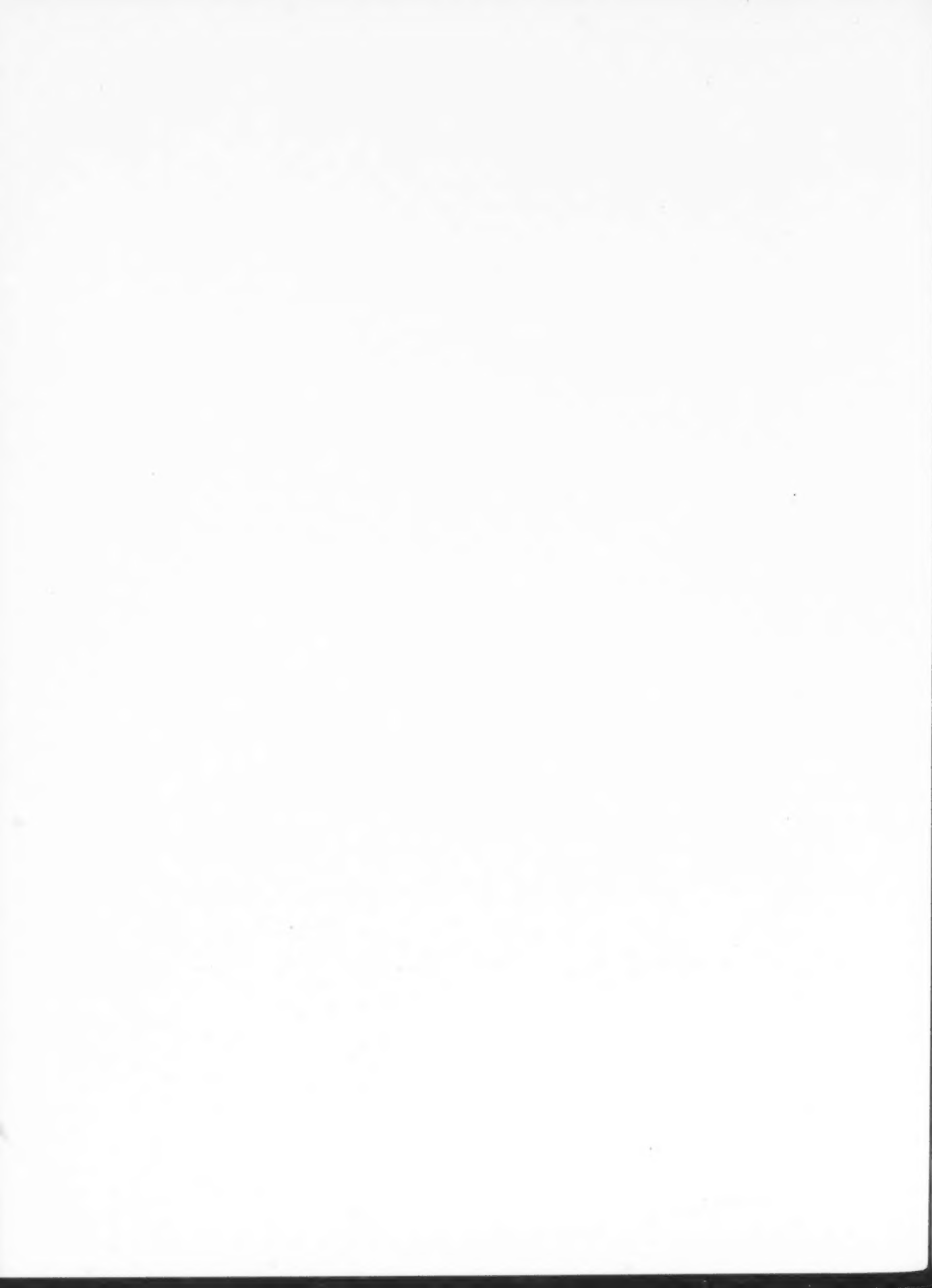
17. Le membre qui a cessé d'exercer ses fonctions doit se comporter de façon à ne pas tirer d'avantages indus de ses fonctions antérieures au service de la Commission, d'une entreprise ou d'un établissement d'enseignement collégial.
18. Le membre qui a cessé d'exercer ses fonctions ne doit pas divulguer une information confidentielle qu'il a obtenue ni donner à quiconque des conseils fondés sur de l'information non disponible au public concernant la Commission, un autre organisme ou un établissement d'enseignement collégial avec lequel il avait des rapports directs importants au cours de l'année qui a précédé la fin de son mandat.
19. Il est interdit à un membre, dans l'année qui suit la fin de ses fonctions, d'agir au nom ou pour le compte d'autrui relativement à une procédure, à une négociation ou à une autre opération à laquelle la Commission est partie et sur laquelle il détient de l'information non disponible au public.
20. Les membres de la Commission ne peuvent traiter, dans les circonstances prévues à l'article 19, avec le membre qui y est visé dans l'année où celui-ci a quitté ses fonctions.

### Disposition finale

Le présent code de déontologie a été revu et établi par résolution adoptée par les membres de la Commission réunis en assemblée plénière le 19 février 2007. Il entre en vigueur dès son adoption.









Commission  
d'évaluation  
de l'enseignement  
collégial

Québec 

54-2410-564